

Pour les riches, c'est Noël tous les jours...



CADEAU au gouvernement !

La fin d'année est traditionnellement le moment des bilans... et des cadeaux ! Alors, sacrifiant à cette double tradition, faisons le bilan des cadeaux distribués par le gouvernement aux patrons, aux banques, aux plus riches. Force est de constater qu'ils n'ont pas eu besoin d'attendre Noël : pour eux, la distribution, c'est tous les jours, toute l'année.

Au regard des résultats de l'année 2011, les patrons auraient pu être privés de cadeaux en 2012. La rémunération des patrons du CAC40 a augmenté de 4% en 2011, pour atteindre une rémunération annuelle moyenne de 4,4 millions d'euros. Les plus gâtés sont le PDG de Publicis avec 19 millions d'euros, puis Carlos Ghosn de Renault, devant ceux de Dassault, LVMH, et l'Oréal... Ils seront aussi pourtant les grands bénéficiaires du budget d'austérité adopté dans la foulée du Trait

européen et des 20 milliards d'euros de crédit d'impôt offerts sans contrepartie aux entreprises au nom de la compétitivité.

Des patrons toujours comblés

Accompagnant le cadeau sonnante et trébuchant il y a le discours. Le patronat est comblé, le gouvernement le flatte, le cajole, reprend à son compte la compétitivité, le « coût du travail », les « rigidités du marché du travail »... Semaine après semaine, le gouvernement ne manque aucune

SUITE PAGE 2

REGARDS

Tunisie: L'épreuve de force n'a pas eu lieu

Entretien avec Nizar Amami, syndicaliste aux PTT, coordonnateur de la Ligue de la gauche ouvrière et un des responsables du Front populaire.

Page 2



PREMIER PLAN

Égypte: La révolution continue

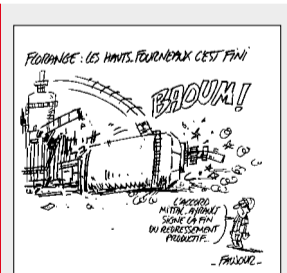
Page 3

ACTU



Éducation nationale: Peillon ou l'art de la broderie

Page 4



ACTU

ArcelorMittal: La question de la nationalisation reste posée

Page 9

Agenda

20 décembre, café-débat « S'engager pourquoi, comment ? » avec Olivier Besancenot, NPA Paris 18°.

RV à 20 heures au café Les Chiffons, 90 rue Marcadet 75018 Paris (M° Marcadet ou Jules Joffrin).

20 décembre, M-real Alizay.

Fête organisée par la municipalité PCF, avec Jacky Hénin, député européen et Christine Poupin pour le NPA.

RV à 18 heures, salle des Alisiers.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

SUITE DE LA PAGE 1

occasion de faire un petit – ou grand – geste en direction des patrons. Les contrats de génération permettront aux entreprises de moins de 300 salariés de bénéficier de 4000 euros de réductions de cotisations par an pour l'embauche d'un jeune de moins de 26 ans, tout en conservant l'emploi d'un ancien jusqu'à sa retraite. Au total, encore un milliard d'euros par an distribué aux patrons, avec en prime la validation du recul de l'âge de la retraite!

Le prochain cadeau au patronat pourrait être infiniment plus somptueux : réaliser ses rêves de 30 ans car il concernerait ni plus ni moins que le Smic. En effet, alors que celui-ci doit légalement être revalorisé le 1^{er} janvier, les experts chargés du dossier – toujours la méthode des experts qui font un rapport qui fuit pour préparer le terrain aux pires mauvais coups ! – recommandent de revoir fortement à la baisse ses modalités d'indexation, et au-delà de le démanteler purement et simplement en avançant vers un Smic-jeunes et/ou des Smic régionaux.

En face de cette manne qui se déverse à flot continu sur les plus riches, on doit mettre un chiffre, un tout petit chiffre : 10 euros, le montant de l'augmentation du RSA qui aura lieu en septembre 2013. Pour les plus pauvres, Noël est misérable et différé de 9 mois. Au sortir de la « conférence contre la pauvreté » avec une augmentation dérisoire de 10% du RSA sur 5 ans, la pauvreté qui concerne près de 9 millions de personnes a encore de beaux jours devant elle.

Opposition à la réaction et au social-libéralisme

Sur le terrain de l'emploi, des licenciements, des fermetures d'entreprises, on ne saurait mieux dire que ceux d'Arcelor Florange : « on se retrouve avec deux adversaires : Mittal et le gouvernement ».

Dans ce contexte, la baisse de popularité du président et de son Premier ministre n'est ni surprenante ni injuste. Même l'UMP, pourtant empêtrée dans

sa guerre interne, arrive à en profiter à l'occasion des élections législatives partielles. Les malheurs de ceux-là peuvent nous faire sourire, mais à condition de n'oublier ni les 28% recueillis dans la consultation interne par la « droite forte », l'aile la plus réactionnaire de l'UMP, ni les déclarations de Marine Le Pen affirmant « il n'y a pas de digue en béton entre la base de l'UMP et les idées que nous défendons, parce que nous avons bien souvent les mêmes ». Le danger est là, bien présent et la course de vitesse est engagée. Plus le gouvernement recule sur l'égalité des droits, qu'il s'agisse du mariage pour toutes ou du droit de vote, plus la droite et l'extrême droite en profitent pour faire des démonstrations de force. Alors il n'y a pas le choix, homophobes ou racistes, les idées réactionnaires

doivent être combattues sans ménager nos forces, dans la rue, par des manifestations massives.

Heureusement les problèmes du gouvernement ne viennent pas que de sa droite. Sa première crise politique, il la doit à la formidable résistance de celles et ceux qui, sur place d'abord mais désormais dans tout le pays et au-delà, refusent le projet de Notre-Dame-des-Landes si cher à son Premier ministre. Dans ce refus des grands projets inutiles productivistes et dévastateurs imposés aux populations par la force pour le profit des multinationales, il rencontre le début d'une opposition radicale qui conteste pratiquement ce système en crise qui dégrade chaque jour davantage nos conditions de vie et menace notre avenir.

Christine Poupin



PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT

regards

Propos recueillis le lundi 17 décembre par Dominique Lerouge

TUNISIE L'épreuve de force n'a pas eu lieu

Entretien. Syndicaliste aux PTT, Nizar Amami est coordonnateur de la Ligue de la gauche ouvrière et un des responsables du Front populaire.

Dans quel contexte s'inscrit l'attaque du 4 décembre contre le siège national de l'UGTT (cf. *Tout est à nous!* n°174)?

Il s'agit de la énième attaque depuis les élections d'octobre 2011. Il y avait par exemple eu en février 2012, lors de la grève des éboueurs, le déversement de monceaux d'ordures devant les locaux de l'UGTT et le déclenchement d'incendies contre certains d'entre eux. Il y a également dans les médias des campagnes contre l'UGTT pour qu'elle se limite à un rôle strictement revendicatif. Pourtant, depuis des mois se développent, notamment dans les régions, des luttes sociales où les syndicalistes jouent un rôle décisif. Mais Ennahdha et le CPR refusent de reconnaître à l'UGTT la place qui lui revient sur le champ politique. Et cela d'autant plus que la coalition au pouvoir est en pleine crise.

Pourquoi Ennahdha a-t-elle franchi un nouveau pas dans ses attaques? Les élections d'octobre 2011 ont

fait d'Ennahdha la force politique hégémonique, et ont souligné la faiblesse et la fragmentation des partis politiques de gauche. Mais Ennahdha se heurte à l'existence de l'UGTT, qui est la force la plus implantée et la plus organisée du pays. D'où sa volonté de détourner l'opinion publique, de déstabiliser les mobilisations, de harceler l'UGTT pour limiter son poids et préparer dans les meilleures conditions les élections de 2013.

En quoi cette attaque a-t-elle un lien avec la récente mobilisation de Siliana?

Ce qui s'est passé à Siliana a reposé sur la grève lancée par l'UGTT le mardi 27 novembre, et qui a été reconduite les jours suivants. Ce mouvement faisait suite à des mouvements dans d'autres régions de l'intérieur dans lesquelles l'UGTT avait joué un rôle déterminant. Alors, ce gouvernement affaibli par son incapacité de répondre aux attentes sociales et économiques de la population a décidé de

tirer à la chevrotine sur la foule. Face à la poursuite de la mobilisation localement et à la vague de solidarité dans le pays, le pouvoir a été contraint de reculer partiellement. Et cela, Ennahdha ne l'a pas accepté.

Pourquoi le mot d'ordre de grève générale nationale a-t-il été lancé pour le 13 décembre?

L'attaque du 4 décembre a d'autant plus suscité l'indignation qu'elle a été faite le jour de la commémoration du 60^e anniversaire de l'assassinat de Farhat Hached, héros de la lutte pour l'indépendance et fondateur de l'UGTT. Immédiatement, des grèves régionales ont démarré, et le lendemain une grève nationale a été décidée pour la semaine suivante, demandant notamment des poursuites judiciaires contre les agresseurs et la dissolution des milices islamistes.

Pourquoi ce mot d'ordre de grève a-t-il été annulé?

Aujourd'hui, un certain nombre de militants déclarent que la décision de grève générale nationale a sans doute été précipitée. Ils pensent qu'il aurait sans doute fallu retenir l'autre option qui avait été débattue, à savoir continuer à organiser des grèves régionales. Une fois passée l'émotion immédiate, beaucoup se sont interrogés sur les chances de succès d'une telle épreuve de force avec le pouvoir. Dans toute son histoire, l'UGTT n'a en effet appelé qu'une seule fois à une grève générale nationale, le 26 janvier 1978, et cela s'est terminé par plusieurs centaines

de morts et de blessés, ainsi qu'un millier d'arrestations. L'UGTT avait été démantelée et faillit disparaître à jamais. Il lui a fallu plus de 10 ans pour se reconstruire. Cette annulation a déçu une partie des syndicalistes, ainsi que des militantEs radicaliséEs d'autres secteurs. Et cela d'autant plus que l'accord finalement conclu avec le gouvernement ne comporte même pas la dissolution des milices islamistes. Une réunion de la Commission administrative de l'UGTT est prévue à la mi-janvier afin de décider des initiatives à prendre au cas où les exigences de l'UGTT ne seraient pas satisfaites.

Comment ont évolué les rapports de forces à l'issue de cette épreuve?

Depuis un mois, le rapport des forces s'est un peu amélioré : des mobilisations importantes ont eu lieu, la vocation de l'UGTT à ne pas restreindre son activité aux seules revendications immédiates a été réaffirmée. La vague de solidarité avec l'UGTT a été considérable, notamment de la part du Front populaire, des associations de femmes, des jeunes, de l'Union des diplômés-chômeurs, de l'UGET, de la LTDH, etc. Pour la LGO, cet arc de forces représente le pôle ouvrier et populaire qui seul peut permettre la réalisation des objectifs de la révolution. De nombreux syndicalistes sont déterminés à reprendre l'offensive à la mi-janvier au cas où l'accord avec le gouvernement se traduirait par un marché de dupes. Des tensions semblent se développer par ailleurs au sein des islamistes.



LE N°38 DE TOUT EST
À NOUS! LA REVUE
EST DISPONIBLE



VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO

un dossier sur le Venezuela et l'Amérique latine, un point sur la situation en Egypte, un retour sur la notion de compétitivité... et bien d'autres articles encore! Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



Par Yvan Lemaitre

LE CHOC DES VIOLENCES

Vingt-six morts dont vingt enfants âgés de 6 à 8 ans abattus froidement, la tuerie de l'école de Newtown, petite ville du Connecticut aux USA, révolte et stupéfaction. Cette fusillade survient après plusieurs autres ces derniers mois. Quelle folie nourrit une telle violence? Que des déséquilibrés puissent en venir à de tels actes barbares ne peut pas s'expliquer hors de la société qui engendre cette folie meurtrière. La question ne se limite pas à la vente libre des plus de 250 millions d'armes actuellement aux USA, presque une par habitant. La Constitution des États-Unis garantit pour tout citoyen américain le droit de porter une arme. Il y a plus de deux siècles, une conquête démocratique; aujourd'hui la garantie d'un marché pour les fabricants d'armes sous la houlette de la NRA (National Rifle Association), lobby qui ne se contente pas de favoriser le commerce des armes mais participe aussi à celui des préjugés réactionnaires, flattant l'individualisme et la concurrence, la loi du plus fort dans la jungle du capitalisme qui dresse les individus les uns contre les autres. Ces brusques accès meurtriers ne sont pas la conséquence de la seule vente libre des armes, mais bien de la violence sociale quotidienne qui sème le désespoir, les frustrations, les haines, qui pousse les plus faibles et désemparés à l'exutoire de la violence contre leurs proches, contre eux-mêmes, jusqu'au meurtre. Obama, venu à Newton témoigner de sa solidarité, s'est interrogé publiquement: «en faisons-nous assez pour protéger nos enfants? (...) J'ai réfléchi à cela ces derniers jours, et si nous sommes honnêtes avec nous-mêmes la réponse est non». Certes, mais il n'avait rien d'autre à dire alors que déjà circulait une pétition pour demander que les enseignants soient armés et entraînés à se défendre en cas d'attaque d'une école! La violence engendre la violence si on ne veut pas voir les choses en face: ces actes insensés sont générés par la barbarie quotidienne de cette société capitaliste malade de ses inégalités insupportables, de ses injustices, de ses humiliations contre les plus faibles, malade de l'oppression et qui ne connaît que la violence comme réponse politique. Il n'y a pas d'autre réponse que la révolte et la solidarité des opprimés contre cette société de classes en décomposition.

ÉGYPTE La révolution continue

Le but affiché du référendum des 15 et 22 décembre était que le peuple se prononce sur un projet de Constitution des Frères musulmans et de ses alliés salafistes, les autres partis, islamistes oppositionnels, libéraux ou de gauche l'ayant boycotté. Ce projet est un profond retour en arrière, en deçà même du temps de Moubarak: les syndicats libres y sont quasiment interdits, les femmes réduites à une citoyenneté de second ordre, le travail des enfants comme le mariage des fillettes y est rendu possible, etc. La tentative a échoué.

Le but réel de Morsi – mal élu en juin – était, en se faisant plébisciter sur le terrain religieux, d'obtenir une légitimité suffisante pour tenter de mettre un terme à la contestation politique et sociale qui ne cesse d'agiter l'Égypte depuis deux ans.

Le référendum ne fait pas taire la rue, bien au contraire

La manœuvre a échoué. Même si les Frères musulmans semblent l'emporter dans cette première partie, bien que l'opposition le conteste en proclamant sa propre victoire, la différence de voix entre les deux camps est trop faible pour que Morsi puisse se prévaloir d'un succès écrasant pour faire taire toute opposition. Il est impensable que la deuxième partie du vote le lui permette. Morsi ne pourrait obtenir plus qu'en dépassant le niveau d'irrégularités atteint, ce qui a déjà fait dire aux ONG observatrices qu'il fallait refaire le vote et a transformé celui-ci en farce pour nombre d'Égyptiens. Frauder plus le délégitimerait totalement.

Mais surtout, c'est l'abstention massive qui a gagné, donnant le sens politique du scrutin: un succès de la rue tout à la fois contre le pouvoir mais aussi contre l'opposition institutionnelle. En effet, depuis le 18 novembre, la rue réclame sans fin, dans des manifestations massives parfois de plusieurs millions dans le pays, la chute du régime. Et elle voulait boycotter ce référendum qualifié de bouffonnerie. Les partis qui ont tenté de canaliser ce large mouvement dans les urnes en appelant à voter «oui» ou «non» sortent minoritaires de ce vote dans le pays. Le taux de participation est le plus faible des 8 scrutins auxquels ont été conviés les Égyptiens depuis la révolution du 25 janvier: 31,9% alors qu'il était de 50,4% aux présidentielles de mai-juin 2012 et 60% aux législatives de l'hiver 2011. Ce n'est guère étonnant.

Un mouvement social qui ne cesse pas depuis deux ans

Les manifestations de novembre prolongent un nombre incessant de grèves, sit-in, occupations d'usines et lieux publics, séquestrations de dirigeants, blocages de routes et voies ferrés, mise à sac de commissariats, refus de payer l'eau, l'électricité, etc. qui ont atteint depuis deux ans



des records historiques. Par vagues successives, la dernière ayant eu lieu en septembre-octobre, les classes exploitées qui trouvent que la révolution n'a rien changé pour elles, se battent pour des augmentations de salaires, des embauches, des contrats de travail, une retraite et une couverture sociale.

Mais aussi, et c'est ce qui fait le plus peur aux autorités tout comme à l'opposition libérale, les exploités réclament de dégager tous les petits Moubarak à tous les niveaux de l'économie comme de l'administration ou des services, bref, de finir la révolution. Car la révolution du 25 janvier n'a rien changé pour eux, sauf leur liberté de pouvoir le dire. La Constitution, un

régime civil, théocratique ou non, ils s'en fichent. Ils ont faim et ils le disent.

En juin, l'armée a tenté contre ce mouvement irrépressible un coup d'État qui a échoué par peur de précipiter une seconde insurrection. L'islam politique est venu à la rescousse. Mais en cinq mois de pouvoir, il s'est discrédité, provoquant un mouvement historique de contestation populaire des Frères musulmans égyptiens – si importants dans la mouvance islamiste mondiale – mouvement populaire qui pourrait très bien, dans la période à venir, se donner pour tâche de finir la révolution en «dégageant» tous les petits Moubarak. Et faire ainsi des émules...

Jacques Chastaing

SALAIRES ET REVENUS « L'égalité veut d'autres lois »

Ces derniers jours, une avalanche de chiffres ont été annoncés, illustrant de façon criante l'inégale et scandaleuse politique de répartition des richesses, poursuivie par ce gouvernement...

Le 11 décembre, le cabinet Proxinvest annonce que les patrons du CAC 40 ont perçu en 2011 une rémunération moyenne de 4,2 millions d'euros (soit en moyenne 350 000 euros par mois). Et pour la troisième année consécutive, elle est en progression: plus 4,75% alors que l'inflation s'établit à 2,1%. Parmi les dirigeants des 40 plus grosses entreprises françaises, quatorze ont dépassé en 2011 4,6 millions d'euros.

Des mesures de misère

Le même jour, Jean-Marc Ayrault a annoncé les grandes lignes de son futur «Plan quinquennal de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale». Les quelque 8,6 millions de pauvres ont

certainement été heureux d'apprendre que la mesure phare du quinquennat de François Hollande pour lutter contre la misère en France sera d'augmenter le RSA de 10% sur 5 ans! Cette largesse gouvernementale fera passer en 2013 le montant mensuel du RSA, pour une personne seule, de 475 euros à 485 euros... soit un niveau moitié moins élevé que le seuil de pauvreté! Comme le déclarait le Premier ministre: «Il est impossible de vivre avec le montant actuel du RSA!». Si l'on ne peut pas vivre avec 475 euros par mois, sera-t-il plus facile de s'en sortir avec 10 euros de plus? Ceux qui attendaient qu'enfin le RSA soit ouvert aux jeunes sans condition de durée préalable d'emploi (puisqu'il est

encore attendu. Le gouvernement a prévu... 100 000 contrats d'insertion rémunérés au niveau du RSA, sous condition de ne pas refuser l'emploi qui leur sera proposé! Enfin, dernière annonce de la semaine, la hausse du Smic sera quasi nulle (0,3%) au 1^{er} janvier prochain. À 9,40 euros aujourd'hui, le Smic horaire brut passera donc à 9,43 euros le mois prochain, portant le Smic mensuel brut à 1 429,97 euros sur la base de 35 heures hebdomadaires. Soit un gain de moins de 5 euros par mois. Au total, sur l'année (compte tenu de la revalorisation de juillet), le Smic aura été augmenté de 2,3%, dont seulement 0,9% en pouvoir d'achat.

L'inégalité, c'est maintenant!

Des chiffres éclairants de l'état de la France sous un président qui proclamait lors de sa campagne l'arrivée du changement et qui maintenant distribue 20 milliards d'euros au patronat dans le cadre du pacte de compétitivité (alors que la revalorisation du RSA représentera environ 1,2 milliard d'euros). Trois chiffres qui démontrent l'actualité de deux des revendications centrales notamment portées par Philippe Poutou lors de l'élection présidentielle. Tout d'abord, un impôt sur le revenu fortement progressif avec un taux de 100% pour toute la partie du revenu dépassant 20 Smic net, soit environ 260 000 euros par an. Ensuite, l'exigence d'un revenu minimum à 1 700 euros.

4,2 millions

C'est le revenu moyen des patrons du CAC 40 en 2011, soit en moyenne 350 000€ par mois

Il faut en effet en finir avec cette situation d'inégalités croissantes, qui montre crûment l'actualité maintenue d'un des couplets de l'Internationale: «L'État comprime et la loi triche, l'impôt saigne le malheureux; Nul devoir ne s'impose au riche, le droit du pauvre est un mot creux. C'est assez languir en tutelle, l'égalité veut d'autres lois». Henri Wilno

CONFÉRENCE DE DOHA

Qatar: 1, climat: 0

Du 26 novembre au 7 décembre, la conférence de l'Onu sur le climat qui s'est tenue à Doha au Qatar a réuni plus de 190 pays pendant deux semaines... pour rien!

Fin 2007, le sommet de Bali avait, non sans opposition, repris l'objectif de ne pas trop dépasser 2°C de hausse de la température par rapport au XVIII^e siècle, en commençant à réduire les émissions mondiales de GES au plus tard en 2015 pour atteindre une diminution de 50 à 85% d'ici 2050. Il avait aussi reconnu des «responsabilités communes mais différenciées»: les pays développés devant diminuer leurs émissions de 25 à 40% pour 2020 et de 80 à 95% pour 2050 par rapport au niveau de 1990; les pays en développement devant les ralentir de 15 à 30%.

Depuis, à Copenhague, Cancun, Durban, l'objectif des 2°C a été abandonné et la responsabilité historique des pays impérialistes a disparu. Et quand la Banque Mondiale affirme qu'il faut «absolument éviter une élévation de 4°C de la température de la planète», c'est pour imposer ses prétendues «solutions» de «l'économie verte»: agrocarburants, nucléaire, charbon «propre» et appropriation massive des forêts et des terres arables au détriment du droit des peuples à l'alimentation.

Refus d'engagement

À Doha, les principaux pays émetteurs devaient adopter l'acte 2 du Protocole de Kyoto, l'acte 1 s'achevant fin 2012. Seuls quelques pays ne représentant que 14 ou 15% des émissions planétaires se sont engagés mais ils risquent fort de profiter du prétexte du refus du Canada, de la Chine, des États-Unis, de la Russie, du Brésil... pour ne pas respecter leur propre engagement! Depuis Copenhague en 2009, un «fonds vert» doit aider les pays du Sud à faire face aux effets du réchauffement climatique et à réduire leurs propres émissions. Ces pays réclamaient 60 milliards de dollars d'ici 2015 et n'ont obtenu qu'une mention dans la déclaration finale pour «presser les pays industrialisés d'annoncer des aides financières quand les circonstances financières le permettent».

Le monde se dirige actuellement vers une hausse de 3°C à 5°C de la température globale. L'indispensable lutte contre le réchauffement climatique est directement liée au combat pour sortir du mode de production et de consommation capitaliste. Se satisfaire de l'illusion du capitalisme vert serait une erreur criminelle. La nécessité d'un plan d'urgence sociale et écologique est chaque jour plus criante.

Commission nationale écologie



DR

PCF Nouvelle étape vers le congrès

La préparation du 36^e congrès du PCF vient de franchir une nouvelle étape avec le vote des militantEs sur la plate-forme qui servira de «base commune pour la discussion». Quatre textes ayant rassemblé chacun plus de 200 signatures venant de 10 fédérations différentes étaient soumis au vote.

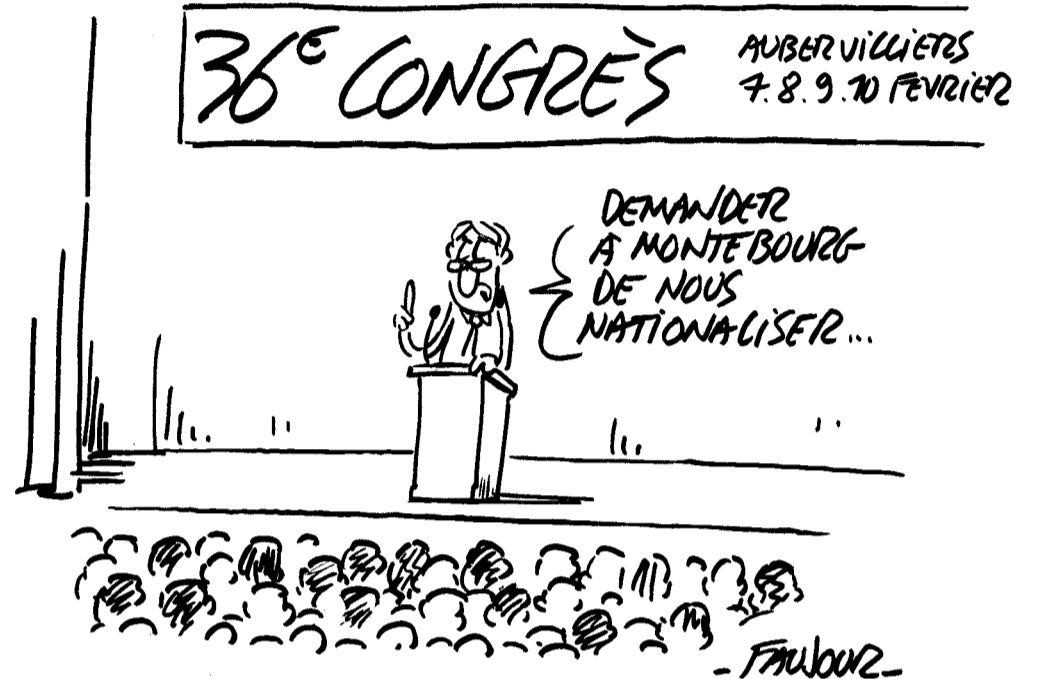
Ces textes font partie d'une grosse brochure de 72 pages, contenant aussi des projets d'amendements aux statuts et des contributions, et ont été envoyés parfois très tardivement à tous les militantEs. Le texte majoritaire au Conseil national, «Il est grand temps de rallumer les étoiles, humanifeste du PCF à l'aube du siècle qui vient» a recueilli 73,15% des votantEs. Ce long document qui prône une «révolution citoyenne» appelle, au nom de la majorité de gauche, à un changement de cap de la majorité gouvernementale. En revanche, en dehors de généralités anticapitalistes souvent justes, il laisse cinq débats ouverts sous forme de fenêtres. Des questions aussi marginales que les rapports avec le gouvernement ou la structuration du Front de gauche...

Des oppositions internes

Le premier texte alternatif a reçu 11,08%: «Unir les communistes pour un PCF de combat marxiste populaire et rassembleur». Il se prononce pour un Front de gauche qui doit rester un cartel, avec un PCF plus audacieux et plus marxiste. CertainEs de ses signataires se trouvaient lors du congrès précédent avec les signataires d'une autre plate-forme assez proche intitulée «Un parti résolument communiste dans l'affrontement de classe. Ni abandon ni effacement». Ceux-ci vont plus loin dans l'orthodoxie et n'hésitent pas à défendre le socialisme de l'URSS, demandant carrément à ce que le PCF quitte le Front de gauche, un front réformiste dans lequel il se noie. Ce texte n'a recueilli que 5,82% des voix.

Enfin reste le troisième texte alternatif: «Combattre l'austérité, en finir avec le capitalisme» du groupe «La riposte», texte qui a rassemblé 9,95% des voix, soit beaucoup moins qu'au dernier congrès. Ce document très habile se veut «anti-stalinien» de gauche avec parfois des analyses proches du trotskysme. Mais fidèles au PCF, les signataires défendent la construction du Front de gauche et ce qu'ils croient être sa dynamique. En revanche,

QUEL AVENIR POUR LE PCF?



ils reprochent à la direction du PCF de ne pas assez faire apparaître le parti, et donc d'après eux les idées communistes et révolutionnaires.

Et beaucoup d'interrogations sur la suite

Désormais, les militantEs sont appelés à amender le texte majoritaire et ses cinq fenêtres. Il est clair que malgré sa crise, le PCF avec ses 8000 éluEs conserve encore un sentiment légitimiste très fort dans un parti affaibli. La direction annonce 63 722 militantEs à jour de cotisation, dont 34 512 votants (1 037 nuls). Certes, environ 25% des votants se sont prononcés, même de façon confuse, pour une orientation plus radicale. Mais le plus important

ce sont les interrogations d'une grande partie des militantEs, notamment dans les entreprises. L'acrobatie des dirigeantEs du PCF qui se disent «opposants à la politique du gouvernement mais pas dans l'opposition» commence à énerver bon nombre de communistes écœurés par la politique du PS, et inquiets de la politique abstentionniste des députés du Front de gauche sur les questions décisives, sans parler d'une méfiance accrue à l'égard de Jean-Luc Mélenchon.

Raison de plus pour engager partout où cela sera possible le débat et l'action commune avec nos camarades du PCF. **Alain Krivine**

ÉDUCATION NATIONALE Peillon ou l'art de la broderie

Il était beau l'emballage de campagne qui disait que l'Éducation nationale serait une priorité du quinquennat. Il était beau mais c'était du toc. Rien de positif ne pouvait sortir d'une orientation politique ratifiant un budget d'austérité et ne s'attaquant pas frontalement à l'essence des politiques éducatives mises en œuvre sous Sarkozy.

En cinq ans, 77 000 postes ont été supprimés. Depuis 1999, la perte de valeur des traitements de la fonction publique est en baisse de 14%, auquel on peut ajouter le jour de carence et l'augmentation des cotisations pour les pensions: 7,85% du traitement brut et une augmentation de 0,27% en 2013, avant un passage à 10,55% du traitement brut en 2020. Sur les contenus pédagogiques, ce ne sont là aussi que des reculs: évaluations, soutien pour «compenser» la disparition des RASED, masterisation, socle commun, réforme des lycées, pressions hiérarchiques. Ainsi, la prestation de Peillon la semaine dernière ne fut qu'une vaste tentative de convaincre – en ramant – du caractère progressiste de sa loi d'orientation.

Pas de remise en cause fondamentale

Sur les rythmes scolaires, on aboutit aujourd'hui à une absurdité: alors que l'affichage grand public était d'alléger le temps scolaire, on se retrouve

avec des journées à peine allégées, une demi-journée supplémentaire, le maintien sous un autre nom du soutien tant décrié et un trou béant sur les heures de formation continue, de travail entre collègues, de rencontre avec les parents. Les aménagements précis devant être discutés par les collectivités et non par les équipes pédagogiques elles-mêmes.

Sur les postes au concours pour la rentrée prochaine, les 43 000 postes prévus serviront à remplacer les départs en retraite et ne sont donc pas des postes de rattrapage. Le deuxième concours qui servira à recruter les stagiaires pour la rentrée 2013-2014 est présenté comme une sorte de retour à l'ancienne formule avec des stagiaires rémunérés. On est loin pourtant de l'avant réforme de la masterisation, où les sortants au concours (niveau licence) étaient rémunérés comme fonctionnaires stagiaires à l'échelon 1. Autrement dit, on reste dans la logique d'avoir son premier salaire dans la 6^e année après le Bac, et non plus dans la 4^e année comme avant 2008.

La colère doit s'exprimer

Il n'est plus possible désormais d'ignorer au mieux l'inertie, au pire la politique d'accompagnement de la nouvelle loi d'orientation par les directions syndicales. Et à Paris, une AG avec plus de 400 enseignants s'est déroulée la semaine dernière, prélude à une manifestation le 19 décembre. Le NPA soutient les enseignants contre une politique qui se déploie à tous les niveaux de l'éducation. C'est à partir de ces points d'appui et de la colère réelle qui commence à gronder chez les enseignantEs que

doit se construire la mobilisation avec une première journée de grève au mois de janvier.

La priorité aujourd'hui, c'est la création des 77 000 postes statutaires supprimés en 5 ans. C'était déjà difficile avec mais c'est aujourd'hui ubuesque sans... C'est aussi l'augmentation du point d'indice et par conséquent des salaires des enseignantEs. C'est enfin le retrait du projet de loi d'orientation Peillon, en même temps que le retrait de la loi de 2008 et du socle commun de 2005.

Denise Sarraute



PHOTO THÈQUE ROUGE/TN

INCENDIE AU BANGLADESH

Qui sont les responsables ?

L'incendie meurtrier d'une usine de confection a provoqué une révolte des ouvrières et ouvriers du textile et une vague d'indignation dans le monde.

L'usine Tazreen Fashion est partie en flammes le 24 novembre, provoquant la mort de 112 personnes, prisonnières d'un bâtiment où aucune règle de sécurité n'était respectée – et après que deux cadres de l'entreprise avaient ordonné à des ouvrières alarmées de reprendre le travail, affirmant qu'il ne s'agissait que d'un simple exercice d'évacuation. Les victimes sont en majorité des femmes confectionnant des vêtements pour des groupes internationaux. Les locaux vétustes n'avaient ni sortie de secours ni extincteur utilisable, et les matières inflammables s'entassaient dans tous les recoins. L'entreprise n'aurait dû compter que trois étages ; elle en avait neuf, condamnant sans appel celles qui travaillaient dans les étages supérieurs.

Deux jours plus tard, des milliers de travailleurEs ont commencé à manifester à Dacca, capitale du Bangladesh, paralysant la zone industrielle d'Ashulia où se trouvait l'usine Tazreen Fashion, réclamant de meilleures conditions de travail et de sécurité. Régulièrement attaquées par la police, les manifestations se poursuivent quotidiennement.

Une protestation mondiale

En 2010, un vaste mouvement de grève avait déjà touché quelque 700 usines de cette zone industrielle, alors pour une augmentation des salaires. Les conditions de surexploitation dans la confection sont extrêmes au Bangladesh, ce qui n'empêche pas de grandes chaînes occidentales de prêt-à-porter et de distribution, telles que H&M, Carrefour, Metro, Walmart, Levi Strauss, Tommy Hilfiger, GAP, Tesco, Marks & Spencer, Zara de continuer à s'y fournir.

Du fait de l'implication de ces transnationales, l'incendie du 24 novembre a provoqué une vague d'indignation dans le monde, notamment aux États-Unis. Une indignation d'autant plus profonde que l'alerte avait été plus d'une fois lancée sur l'insécurité régnant dans l'usine Tazreen Fashion et que le drame était parfaitement prévisible : on évalue à quelque 700 le nombre d'employéEs du secteur de l'habillement bangladais morts dans des incendies depuis 2006 !

Des transnationales coupables

Si la confection est un secteur à si haut risque au Bangladesh, c'est que la pression des donneurs d'ordre ne cesse d'augmenter pour produire en flux tendu, avec travail de nuit, épuisement des salariéEs, interdiction des syndicats, irrespect total des règles de sécurité. Avec près de 4500 usines et 3,5 millions d'employéEs dans

le textile, le pays est aujourd'hui deuxième exportateur du monde après la Chine. Grande exportatrice de textile, l'Asie du Sud entière est concernée. En septembre dernier, plus de 300 salariéEs ont trouvé la mort dans deux incendies d'usine au Pakistan et 40 autres au Tamil Nadu (Inde). Les patrons (couturiers de la surexploitation) et les gouvernements (corrompus) asiatiques ont évidemment leur part de responsabilité. Mais les lois du marché capitaliste mondial sont directement en cause. En effet, les transnationales font jouer la concurrence entre les divers pays de la région, tirant, vers le bas, salaires, conditions de travail et normes de sécurité. Les grands du prêt-à-porter et de la distribution ne peuvent plus continuer à cacher derrière une cascade de sous-traitants leur rôle dans ces drames à répétition.

Pierre Rousset



SYRIZA EN GRÈCE

Le pouvoir et la rupture

Signe des temps : le Pasok, aujourd'hui à 8% dans les sondages est actuellement partisan de la proportionnelle intégrale aux élections législatives, pour éviter comme il le dit sérieusement le risque du bipartisme... Lui qui, depuis 1981, a tout fait pour entretenir les procédures antidémocratiques favorisant le partage du pouvoir entre lui et la droite ! La raison d'un tel réveil est très simple : les derniers sondages placent en tête le rassemblement de la gauche radicale Syriza, avec environ 30,5%, contre 26% à la droite (et 10,5% aux nazis). C'est un fait : Syriza a aujourd'hui le vent en poupe. La loi actuelle, qui donne au premier parti un bonus de 50 députés supplémentaires, permettrait peut-être à Syriza de former un gouvernement, ce qui est un cauchemar pour la bourgeoisie grecque !

Une majorité renforcée

Il y a deux semaines, ce regroupement du parti réformiste Synaspismos et de forces de la gauche radicale ou révolutionnaire a tenu une conférence nationale de presque 4000 déléguéEs visant à dépasser le stade de regroupement de différentes composantes pour unifier son fonctionnement dans le sens d'une organisation autonome. Résultats : le courant autour de la majorité de Synaspismos et de son dirigeant Alexis Tsipras a obtenu 75% des votes, la gauche autour de Lafazanis obtenant 25%. Ce résultat appelle de nombreux commentaires, que seule une partie de la presse a émis. Le courant gauche de Synaspismos obtenait auparavant 31%. Alors que Syriza était présentée comme passant à une phase plus à gauche, c'est à un recul de ces positions auquel on assiste en interne, et cela alors que Syriza comprend des groupes révolutionnaires prétendant jouer un rôle clé dans son évolution à gauche, comme DEA, KOE ou le petit groupe Kokkino. En même temps, il est clair que ces données ne suffisent pas à figer l'analyse, mais elles sont pourtant têtues...

Une situation politique complexe

Et ce ne sont pas les contacts que veut maintenir Syriza avec le Pasok qui vont clarifier sa volonté de rupture, comme ce dîner récent de l'un des députés connu de Syriza avec des dirigeants du Pasok dont Anna Diamantopoulou, ex-ministre social-libérale de l'Université favorable à sa transformation en entreprise... Quoi qu'en dise le Premier ministre Samaras, qui fait de Syriza l'équivalent « extrémiste » de gauche des nazis de l'Aube dorée, qui ont par ailleurs violemment agressé la semaine dernière un député de Syriza...

Comme en France, tout cela est donc assez compliqué. Évidemment il s'agit de prendre en compte Syriza dans les batailles communes et y compris comme futur parti de gouvernement contre les logiques de la droite et du Pasok. Et il n'est donc pas question, comme le fait le KKE (PC grec) de tirer un trait d'égalité avec les partis au service de la bourgeoisie. Mais en même temps, l'objectif reste bien de construire un parti anticapitaliste indépendant de masse, et il est important de rappeler que bien souvent, dans la rue, le regroupement anticapitaliste Antarsya – qui revient dans les sondages – est plus gros que les forces de Syriza !

A. Sartzekis



MALI Nouvelle crise gouvernementale

La démission du Premier ministre Cheick Modibo Diarra est une nouvelle manifestation de la dualité du pouvoir qui s'exerce entre le capitaine Sanogo dirigeant du coup d'État qui a fait tomber Amadou Toumani Touré (ATT), et le Président par intérim Dioncounda Traoré.

Les forces militaires de la caserne de Kati – où siège le capitaine Sanogo – ont arrêté Modibo Diarra qui, le lendemain, annonçait sa démission dans une courte intervention à la télévision nationale. Les principales capitales occidentales ont condamné cette action, les militaires eux l'ont justifiée en invoquant que l'ancien ingénieur de la Nasa ne pensait qu'à renforcer son pouvoir. Si cette critique est largement partagée à Bamako, le différend portait surtout sur la manière de libérer le nord du pays occupé par les organisations islamistes.

Opposition autour de l'intervention militaire

Le Président par intérim, Dioncounda Traoré, a donc nommé un nouveau Premier ministre Django Cissoko haut fonctionnaire

de l'État. Mais la divergence d'approche demeure. Les militaires ne veulent pas d'une intervention des troupes militaires étrangères. Ils considèrent que la libération du pays non seulement est de leur ressort mais qu'ils sont sûrs de leur réussite, éventuellement avec une aide logistique étrangère. Le Président par intérim, cacique de l'ancien régime ATT, soutient le Cédéao, l'organisation des pays de l'Afrique de l'Ouest largement influencée par la France, qui a mis sur pied une intervention militaire suscitant beaucoup de scepticisme sur les conditions politiques et financière de cette entreprise.

La façon dont le pays sera libéré des forces islamistes conditionnera largement son avenir politique. Soit un Sanogo à sa tête auréolé d'une victoire militaire, soit le clan ATT avec le soutien de la

Cédéao. Incidemment aussi se joue la crédibilité de la France pour continuer à jouer son rôle de gendarme de la région, après les interventions en Côte d'Ivoire pour renverser Gbagbo et en Libye pour éliminer Kadhafi.

Contre tous les fondamentalismes

Quant au nord du pays, chaque protagoniste tente de construire un rapport de forces sur le terrain. Le MLNA, groupement indépendant touarègue, a tenté par deux fois en vain des opérations militaires contre le groupe islamiste Mujao. Aqmi connaît une crise avec le départ de Mokhtar Belmokhar qui vient de fonder son propre groupe. Ansar Dine, le troisième groupe islamiste, participe aux négociations de paix et semble s'engager pour l'abandon de la charia, mais la réalité est tout autre

sur le terrain. Dans la ville de Kidal que cette organisation contrôle, la population continue à être victime de la terreur obscurantiste et plus particulièrement les femmes, privées de tous leurs droits, même celui de sortir de la maison seule.

Dans cette situation des plus difficiles, on ne peut que soutenir l'approche de l'appel « Disons 'non !' à la guerre par procuration » initié par des femmes maliennes qui estiment qu'elles ont « un rôle historique à jouer, ici et maintenant, dans la défense de nos droits humains contre trois formes de fondamentalisme : le religieux à travers l'islam radical ; l'économique à travers le tout-marché ; le politique à travers la démocratie formelle, corrompue et corruptrice. »

Paul Martial

1. <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/mali/article/femmes-du-mali-disons-non-a-la>

Comme le précise le rapport Gallois, le succès de la politique gouvernementale en matière économique et sociale repose sur le consensus social qui doit réunir organisations patronales et syndicats représentant les salariéEs. Si le dialogue social a toujours existé, il a longtemps accompagné les progrès sociaux en s'appuyant sur le rapport de forces construit sur les mobilisations. Aujourd'hui il s'agit non seulement d'entériner des reculs graves, mais aussi de prévenir les mobilisations par des accords réellement scélérats. L'enjeu pour le mouvement syndical, pour l'ensemble des travailleurs, est l'existence d'organisations syndicales qui assume le meilleur de l'héritage de la Charte d'Amiens: la défense des revendications immédiates et quotidiennes, et la lutte pour une transformation d'ensemble de la société.

Dossier réalisé par la commission Intervention sur les lieux de travail du NPA

Dialogue social

Une vieille histoire

C'est dans le contexte compliqué d'un lent développement de l'industrialisation et de la place occupée par un État centralisateur que s'est constitué le syndicalisme français. Après son acte fondateur, la Charte d'Amiens, son incapacité à s'opposer à la guerre mondiale, l'échec des mobilisations qui l'ont suivie, la fracture syndicale consécutive à la rupture politique de 1921 au congrès de Tours, l'ont considérablement affaibli. De 1,6 million d'adhérents à la CGT en 1919-20, il n'en reste plus que 750 000 dans la CGT et la CGT-U de 1934.

C'est à Matignon...

Traumatisme de la crise économique de 1929, intensification du travail liée à la généralisation du fordisme et du taylorisme, mobilisation unitaire contre la montée du fascisme et la victoire électorale du Front Populaire fournissent les ingrédients de la révolte ouvrière de 1936. Une des caractéristiques de ces grèves est leur déclenchement largement spontané. Dans les ateliers, c'est autant l'insolence ouvrière que l'activisme syndical qui donne le ton.

Les accords de Matignon auront la fonction de faire baisser la pression pour permettre la reprise du travail, en lâchant des avantages (15 jours de congés payés, semaine de 40 heures, augmentation des salaires), et d'engager une institutionnalisation des rapports sociaux (création des délégués du personnel et développement des conventions collectives...).

L'instauration de délégués du personnel est controversée. Pour des franges du patronat, la mise en place d'un dangereux contre-pouvoir syndical, pour d'autres l'éventualité d'une canalisation des révoltes ouvrières. La persistance d'un fond syndicaliste révolutionnaire dans la CGT suscite des méfiances contre cette institutionnalisation, pendant que l'embryonnaire CFTC apprécie cette collaboration patron-ouvriers.

Dans la foulée de la grève générale, les effectifs croissent de façon spectaculaire (juin 1936 : 1,5 million d'adhérents à la CGT, décembre : 4,5 millions). La structure professionnelle de la CGT est également bouleversée : croissance de 60% pour les fonctionnaires, 250% pour les salariés à statut, 940% pour le privé dont un passage de 52 000 adhérents à 900 000 pour la Fédération des métaux. Ce développement assure sa consolidation

matérielle : permanents, locaux, presse... La mise en place de multiples concertations avec l'État et le patronat engendrent le développement d'un corps de « spécialistes » des dossiers et des négociations.

Le rapport de forces issu de la guerre débouche sur la participation du PCF et dans sa foulée de la CGT à la reconstruction de la société française. La mise en place de multiples structures paritaires dans la fonction publique engendrent à grande échelle l'institutionnalisation de l'activité syndicale. En 1947, la CGT obtient 24 243 élus dans les comités d'entreprise (2 383 à la CFTC et 802 à la CGC). La reconnaissance légale de l'exercice du droit de négociation au niveau de l'entreprise est évoquée au lendemain de la Libération et présente dans la loi de février 1950 n'aura un début de mise en œuvre qu'avec l'accord Renault de septembre 1955. La montée en puissance de la CFTC, la création de FO et de la CGC vont aller de pair avec cette institutionnalisation en raison de la priorité donnée par ces organisations à la concertation.

Et à Grenelle...

La CGT pratiquement toujours absente de ces négociations jusqu'en 1968 ne signa pas les accords de Grenelle de 68. Ces accords vont apporter une modification importante dans l'organisation des rapports sociaux. Les organisations représentatives (CGT, CFDT, CGC-CFE, FO et CFTC) obtiennent des droits d'existence dans l'entreprise et la possibilité de négocier des accords à ce niveau au-delà du « carcan » légal. Ce progrès social est en même temps une première brèche ouverte dans le dispositif de hiérarchie des normes. En 1971, les accords d'entreprise ont statut de Convention collective et en novembre 1982, dans le cadre des lois Auroux, est instaurée une obligation annuelle de négocier sur les salaires effectifs, la durée effective et l'organisation du temps de travail. Et, plus gravement, les accords conclus à ce niveau peuvent s'écarter des règles d'origine légale et réglementaire en matière d'organisation du temps de travail, dans un sens éventuellement moins favorable aux salariéEs avec un droit de veto des syndicats majoritaires. La voie est cette fois grande ouverte aux accords dérogatoires. Les lois Aubry sur la réduction du temps de travail vont accélérer le double processus : accords d'entreprise moins favorables et dérégulation/annualisation du temps de travail.

CGT : le recentrage ?

Longtemps la CGT est apparue comme la confédération qui refusait toute participation à des négociations avec le patronat, caractérisé comme ennemi de classe, et les gouvernements à sa solde. Certes, signataire des accords Matignon de 1936, la CGT ne s'engagera vraiment dans les négociations et la signature d'accords nationaux ou d'entreprises qu'à partir du milieu des années 50. Après la rupture gouvernementale de 1947 autour du Plan Marshall, la direction de la CGT tente de concilier l'opposition à la politique gouvernementale et l'intégration aux dispositifs de dialogue et de gestion.

C'est avec l'accord Renault de 1955 que les contradictions vont s'exacerber : la CGT est mise

en difficulté par l'accord signé entre la direction et tous les autres syndicats qui concède la 3^e semaine de congés payés et la mise en place d'un régime de retraite complémentaires. Les syndicats signataires s'installent dans cette posture de consolidation des acquis face à une CGT qui refuse tout accord. À partir de cette date, les syndicats CGT d'entreprise vont petit à petit rejoindre les signataires. Au niveau national, il faudra attendre les années 70 pour que la CGT signe un accord national interprofessionnel. Pas un hasard si cet accord, initié par Jacques Delors, concerne la formation professionnelle, un des enjeux essentiels du financement des syndicats. Mais un pas décisif est franchi en 2003 avec le soutien à la modification du régime des retraites des gaziers électriciens qui a rendu possible

l'ouverture du capital, ouvrant la voie à la privatisation d'EDF-GDF. Depuis, la liste s'est régulièrement allongée, à propos de l'égalité homme-femmes, de la formation, et même pour certaines fédérations (bâtiment) de bien controversés accords RTT. Face à la montée de la contestation interne notamment autour du Traité constitutionnel européen, la confédération met en place des procédures de consultation des principales structures (fédérations, unions départementales) qui ne sont que des alibis pseudo-démocratiques. Les chances de succès de l'offensive actuelle de la bourgeoisie dépendent en grande partie de sa capacité à associer l'ensemble des syndicats sa politique. Le futur secrétaire général de la confédération assumera-t-il ce basculement ?

LES SYNDICATS DE L'AUSTRIE



PHOTOHÉQUE ROUGE / JMB



PHOTOHÉQUE ROUGE / JMB

CATS À L'HEURE ÉQUITÉ

Solidaires: toujours pas à égalité

Dès son élection, François Hollande avait annoncé «faire du dialogue social une priorité majeure, avec tous les acteurs de la vie socioprofessionnelle». C'est dans ce sens que le nouveau Premier ministre, Ayrault avait reçu l'ensemble des organisations syndicales et donc Solidaires au lendemain de sa nomination. Pour l'Union syndicale, c'était une première et constituait une reconnaissance de sa place prise depuis plusieurs années dans le paysage syndical. Mais cela a été de courte durée puisque quelques semaines après, pour la conférence sociale, Solidaires n'a été invitée qu'à une seule table ronde, celle sur la fonction publique. Autrement dit, le gouvernement Ayrault continue dans la lignée de son prédécesseur, oubliant au passage que Solidaires a, depuis quelques années, pris une place plus importante dans de nombreux secteurs que certaines organisations syndicales représentatives de fait. Mais il s'agit peut-être là d'une autre reconnaissance : celle que Solidaires ne joue pas suffisamment le jeu du dialogue social, même si la bataille pour l'unité syndicale rend parfois difficile la persistance dans cette voie.



FSU: quand la négociation passe, la grève trépassse

En 10 ans, nous avons connu une destruction en règle de la fonction publique et en particulier de l'éducation nationale : 77 000 postes d'enseignants supprimés en cinq ans, régionalisation des agents de service, explosion du nombre de précaires et réforme des retraites. Hollande avait juré de faire de l'éducation une priorité. La FSU s'est installée à de la table des négociations. Mais Hollande et Peillon ont continué les attaques de la droite, au plan pédagogique (socle commun de connaissance, réforme des rythmes scolaires...), sur les conditions de travail (aucune création de postes, régionalisation des conseillers d'orientation, précarité généralisée, y compris dans la formation des enseignants). Les années passées, la FSU avait mobilisé dans l'éducation nationale : grèves tous les ans contre le budget, les suppressions de postes en 2009, 2010 et 2011 ou contre la mastérisation en 2009. Avec un gouvernement de gauche, la FSU ne veut pas faire de vagues. Contre la nouvelle loi d'orientation sur l'école, la FSU constate que «le projet de loi comporte des absences ou des continuités avec les politiques précédentes». Mais c'est pour conclure qu'elle «attend maintenant (...) un agenda de discussions et de négociations qui devra préciser les chantiers qui seront menés dans les prochains mois et le calendrier de travail.» Nous avons besoin d'informations précises sur la nouvelle loi d'orientation, d'un combat pied à pied contre la précarité, de retrouver les postes supprimés par la droite et des augmentations de salaires. Pour cela, il faut un mouvement massif de grève contre le gouvernement d'austérité. Voilà la responsabilité de la FSU aujourd'hui et voilà où elle échoue.

Crise

Des reculs, ça ne se discute pas

Jusque dans les années 2000, les négociations patronat-gouvernement-syndicats étaient soumises, malgré des dérogations, à la hiérarchie des normes sociales. Il restait acquis que les évolutions allaient dans le sens d'améliorations plus ou moins régulières et lentes selon fluctuations économiques, résultats électoraux et rapport de forces construit par les mobilisations. L'hiver 95 illustre cette situation : face à une attaque violente contre des éléments structurants des rapports sociaux (retraites, Sécurité sociale), la mobilisation bloque en grande partie les projets du gouvernement. La crise économique et les effets dévastateurs de plus de 30 ans de restructurations de l'appareil de production vont permettre aux gouvernements et au patronat d'imposer d'importants reculs sociaux avec la caution de certaines organisations syndicales. Sur les grands dossiers, l'État met en place des dispositifs tendant à associer les syndicats à des décisions rétrogrades.

Créons une commission...

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) créé en 2000 s'inscrit dans la lignée du Livre blanc (préfacé par Rocard en 91), rapports Charpin, Teulade, Taddéi, pour faire passer l'idée que des contre-réformes sont incontournables en matière d'âge de départ et de financement. En janvier 2004, c'est le Haut Conseil pour l'assurance maladie, regroupant tous les «partenaires sociaux», qui parvient à un «diagnostic partagé» sur les «maux» du système. Là encore, ce consensus sur les prétendues causes du déficit de la Sécurité sociale va légitimer les réformes successives tendant à faire baisser les prestations et à modifier le système de financement sans revenir sur les exonérations dont bénéficient les entreprises. C'est ainsi que les mobilisations des années 2000 contre les réformes de la Sécurité sociale, du système de retraites, vont se trouver en partie mises en difficulté par ces consensus, joint à la difficulté de construire le rapport de forces nécessaire pour imposer des alternatives. L'acceptation des contre-réformes dès 1995 par la CFDT (et CGC et CFTC) et surtout le lâchage de 2003 en pleine mobilisation ont évidemment aggravé ces difficultés. Sarkozy va à la fois légitimer les reculs sociaux imposés par la situation économique et tenter d'enfermer toujours plus le dialogue social dans la

compromission. Son éloge du syndicalisme responsable va de pair avec la dénonciation des grèves prétendument devenues invisibles et l'accord sur la représentativité des organisations syndicales censé conforter les syndicats de dialogue contre les trublions revendicatifs.

Tout à perdre

Avec l'approfondissement de la crise, les attaques passent à un degré supérieur. La mise en œuvre du rapport Gallois avec les 20 milliards d'euros de crédit d'impôt et diverses aides aux entreprises ne saurait être complète sans son 6^e chapitre intitulé : «Pour un nouveau pacte social». Celui-ci fait l'objet d'une négociation entre les organisations syndicales et patronales autour d'un texte du Medef. En «échange» de l'extension de la couverture complémentaire universelle maladie, du renforcement de l'information des institutions représentatives du personnel et de la facilitation de l'accès aux dispositifs de formation, le patronat propose la mise en place de CDI à durée limitée, plus de facilité pour les licenciements économiques, et l'impossibilité de recours juridique pour les salariés licenciés. Mais surtout l'accord prévoirait la possibilité de mise en place, et la sécurisation juridique, d'accords emplois-compétitivité. Le prototype de ces accords, Sevelnord (non signé par la CGT), est déjà mis en œuvre et celui de Renault actuellement en discussion. Au programme : gel des salaires, suppression de jours de RTT, flexibilité aggravée des horaires de travail, mobilité forcée. Le deuxième enjeu est celui du financement de la

protection sociale, fragilisé par la multiplication des exonérations patronales et la montée du chômage. Le rapport Gallois est limpide : «La concertation sur le financement des prestations sociales devrait, à son terme, permettre à l'État d'arrêter les conditions de transfert d'une partie des charges sociales vers la fiscalité». Dans le collimateur, le financement de la Sécurité sociale par des impôts plus ou moins nouveaux (TVA «sociale», écologique, etc.) et la modification du système de retraite (système à points et surtout baisse régulière des pensions imposant de plus en plus des compléments assurantiels). Les salariéEs n'ont rien à gagner. Les miettes concédées ici ou là, les prérogatives plus importantes pour les institutions représentatives du personnel ou les syndicats ne sauraient satisfaire que les dirigeantEs des organisations syndicales qui, en fait, acceptent de faire supporter par les salariéEs les conséquences de la crise et des politiques d'austérité. C'est clairement le positionnement de la CFDT, de la CGC et de la CFTC. Obtenir un consensus même partiel est un enjeu essentiel pour le gouvernement qui légitimerait la validation par une loi. Dans le cas contraire, le gouvernement se trouverait devant l'obligation de légiférer mais apparaîtrait alors comme seul soutien du projet du Medef. FO nous a appris depuis bien longtemps à faire la part entre les bruyantes déclarations et les signatures honteuses. La CGT affirme clairement son refus de signer le pacte emploi-solidarité. Même si la non-participation à ces négociations à froid serait plus clair, ceci peut servir de point d'appui aux indispensables luttes contre ces violentes attaques.

Taux de signature des accords par les organisations syndicales, rapporté aux entreprises où elles sont présentes pour le «niveau entreprises»

En %	Niveau national			Niveau entreprises		
	1988	1998	2010	1988	1998	2010
CGT	26	34	37	75	79	85
CFDT	60	70	84	87	90	93
CFTC	58	60	78	90	90	90
CFE-CGC	57	64	76	92	92	92
FO	75	75	69	88	90	88

CFDT: le social-libéralisme assumé

Après sa sortie de la CFTC, la CFDT saura, autour des années 70, prendre en compte les nouveaux thèmes de radicalisation avec les mobilisations des OS, des travailleurs immigrés, des femmes, des jeunes et du thème de l'autogestion. Mais dès 1977, avec la dénonciation des «coucous» gauchistes censés faire leur nid dans la confédération, Maire engage la CFDT dans le recentrage sur le syndicalisme qui masque mal l'adaptation au système économique et à l'accompagnement des réformes gouvernementales, même celles venues de la droite... C'est en 1995 que cette politique éclate au grand

jour avec le soutien à la réforme Juppé de la Sécurité sociale. Après l'échec du courant d'opposition «Tous ensemble», la dérive s'accélère. La rupture du front syndical en 2003, en pleine mobilisation sur les retraites, le soutien au Plan d'aide au retour à l'emploi (PARE), plan d'attaque frontal contre les chômeurs, coûteront le départ de plusieurs dizaines de milliers de militantEs. Comme le dit Chêrèque, à cette date : «Toute la CFDT, à tous les niveaux, assume désormais notre caractère réformiste». Réformisme qui n'est, dès ce moment, qu'adaptation au système et à ses contre-réformes. Dès lors, la CFDT rejoint complètement le camp des centrales dites réformistes (CFTC, CGC et FO). Sa relative mise à l'écart par Sarkozy ne modifiera en rien ses positionnements, malgré ses postures unitaires lors de la mobilisation sur les retraites de 2010. Le soutien

au rapport Gallois, au pacte de compétitivité, aux accords emplois-compétitivité et au plan Ayrault-Hollande en sont les derniers avatars.





PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

DÉONTOLOGIE DE LA POLICE La continuité

Après avoir piteusement enterré le projet de délivrance d'un récépissé pour toute personne faisant l'objet d'un contrôle d'identité, Manuel Valls s'essaye à rédiger un nouveau code de déontologie de la police et de la gendarmerie. Celui-ci devrait ensuite être mis en application dès le premier trimestre 2013...

Au-delà des fadaïses habituelles dans ce genre d'exercice, où l'on nous parle d'une société dans laquelle « la police respecte la population, et est respectée de la population », on est immédiatement frappé, à la lecture du texte, par le message principal qu'il souhaite imposer aux forces de l'ordre : « respect des principes hiérarchiques », et « discrétion professionnelle ». En langage clair, cela veut dire : exécutez les ordres, et taisez-vous ! Rien donc qui rompe avec les doctrines classiques de la droite. Le sort des « usagers » confrontés aux différents corps de police est réglé par quelques formules suffisamment incontrôlables pour qu'elles aient une quelconque incidence. Le tutoiement serait dorénavant proscrit, la palpation « limitée » et le contrôle d'identité devrait s'effectuer sans « caractère physique ». Ces recommandations existent déjà dans l'ancien code de déontologie mais, confrontées aux réalités de la vie réelle, n'ont jamais connu la moindre réalisation. Depuis son accession au poste de premier flic de France, Manuel Valls n'a cessé de couvrir les agissements de la police et de la gendarmerie, comme l'avaient fait ses prédécesseurs. Expulsions des camps de Roms, chasse aux sans-papiers, multiplication des contrôles d'identité au faciès, répression contre les opposants de Notre-Dame-des-Landes, matraquage des travailleurs de l'automobile devant le salon de l'auto...
« Il y a un ravin entre police et population » et ce n'est pas un dangereux gauchiste qui le dit, mais le délégué national du syndicat SGP Police !
Alain Pojolat

PROCÈS EN APPEL DES POSTIERS DU 92 Une seule solution : l'amnistie !

Le deuxième procès en appel des 15 postiers des Hauts-de-Seine (cf. Tout est à nous ! n°173) pour « séquestration » et « entrave à la liberté du travail », aura duré 3 jours. Ces chefs d'accusation ne sont que des prétextes : ce qui est en cause, c'est la politique d'extension systématique des grèves menée par les postiers du 92. Et La Poste est prête à tout pour briser les postiers qui ne courbent pas l'échine.

Les méthodes de gangsters de La Poste

Les postiers en grève d'Asnières, Châtillon et Clamart avaient décidé le 10 mai 2010 d'occuper la direction, suite au refus de négociation du directeur départemental Jean-Claude Sénat. Dans l'après-midi, la direction a fait évacuer tout le bâtiment... sauf les cadres des ressources humaines. En début de soirée, quand la direction s'est rendue compte que les grévistes étaient prêts à passer la nuit sur place, elle a préféré au final concéder une audience de négociation. La grève a duré 66 jours, et face à la détermination des grévistes, qui ont occupé à plusieurs reprises le siège national du Courrier, La Poste a fini par signer un protocole d'accord qui concède la titularisation de 4 CDD, l'annulation de 4 suppressions de tournée et promet qu'il n'y aura pas de nouvelles poursuites... Cela n'a pas empêché la DRH de réunir les cadres RH et de les mettre en contact avec l'avocat de La Poste... Sur conseil de cet avocat, les 13 cadres n'ont pas porté plainte, mais ont utilisé une « citation directe ». Ils ont payé un huissier au prix fort, et les 15 postiers se sont donc retrouvés directement dans le box des accusés, sans enquête préliminaire. À la barre, les cadres ont prétendu avoir été placés en état de « terreur morale », en dépeignant les grévistes comme de véritables tortionnaires. Mais le jour de cette prétendue séquestration, aucun d'entre eux n'a appelé la police. Le lendemain de l'action, interrogé par la presse, le directeur départemental avait lui-même parlé d'occupation et pas de séquestration...

Regrouper les luttes contre la répression, exiger l'amnistie

Au terme du procès, l'avocat général (l'équivalent du procureur) a réclamé que l'ensemble des

prévenus soient condamnés à des amendes avec sursis, avec des amendes plus lourdes pour Gaël Quirante et Yann Le Merrer (3 000 euros dont 2 000 avec sursis). Comme Gaël est par ailleurs visé par une procédure de licenciement, s'il est condamné à la moindre peine, il risque de perdre son emploi dans les mois qui viennent. On voit que l'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pas conduit à un arrêt de la criminalisation des mouvements sociaux. La police de Hollande et Valls a gazé les salariés qui manifestaient le 9 octobre devant le Mondial de l'Auto contre

les licenciements et matraqué les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

La seule manière de sortir les différentes luttes contre la répression de l'isolement, c'est d'exiger l'amnistie. Regrouper les forces permettra de soulever la question à un niveau politique : faire grève, manifester, mettre en cause le pouvoir établi est un droit. Et quand des centaines de jeunes et de travailleurs sont devant les tribunaux parce qu'ils ont cherché à utiliser ce droit, la seule solution est l'amnistie !

Hosea Hudson



Rassemblement de solidarité contre la répression des 15 postiers du 92 convoqués à la cour d'appel de Versailles le 12 décembre 2012.
PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

UNION BANCAIRE EUROPÉENNE Tout le pouvoir aux banquiers

L'accord du 13 décembre sur l'Union bancaire européenne est présenté par les médias comme un « grand bond en avant » de la construction européenne. Mais c'est seulement une nouvelle étape dans la prise du pouvoir par les banquiers en Europe, notamment après l'arrivée récente de trois sbires de Goldman-Sachs à des postes très importants (Premier ministre en Grèce et en Italie, gouverneur de la BCE).

Que dit cet accord ? Que d'ici au printemps 2014, la Banque centrale européenne contrôlera les 200 plus grandes banques de la zone euro. Ce qui pose quelques problèmes. Tout d'abord, cet accord signé à 27 concerne uniquement les 17 de la zone euro : que va-t-il se passer avec les 10 autres pays, notamment avec la Grande-Bretagne alors que Londres est la principale place financière européenne ? Et autre problème, quid des 6 000 petites banques régionales que Merkel a exigé (prochaines élections obligent) de laisser en dehors de l'accord ?



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARC

Hold-up démocratique

Pour tous les pays concernés, il s'agit d'un abandon de souveraineté important sur leur banque centrale nationale qu'ils vont difficilement accepter en pratique. La justification officielle est que cela permettra de mieux réagir, voire d'anticiper les futures crises financières. Car il y en aura : aucune mesure n'a été prise, ni même envisagée, pour maîtriser la spéculation financière. Ni mise en place d'une taxation dissuasive des transactions financières ni séparation complète des banques de crédit et des banques d'investissement, pourtant demandée par de nombreux économistes, et même Warren Buffett. Mais comme Moscovici vient de le préciser ce lundi : « on ne va pas casser les banques en deux ». Pourtant cette séparation a déjà été mise en place dans le passé dans de nombreux pays en Europe et aux États-Unis (loi Steagall-Glass), en réponse à la grande crise des années 30, puis abandonnée en France en 1966 et aux États-Unis en 1999. Cet accord intervient en même temps que les discussions sur la mise en place d'un contrôle a priori (c'est-à-dire avant les débats dans les parlements) des budgets des différents pays par la commission européenne, un autre hold-up contre les droits démocratiques des citoyens européens. Encore pour longtemps ?
Jacques Cherbourg

MARINE LE PEN Enfin devant la justice ?

Marine Le Pen pourrait voir son immunité parlementaire levée, immunité dont elle bénéficie en tant que députée européenne. Récemment, le ministère français de la Justice a transmis une demande allant dans ce sens au Parlement européen. Cette demande sera d'abord traitée par la Commission des affaires juridiques, puis en plénière. La décision finale

interviendra sans doute au printemps 2013. La procédure pourra éventuellement déboucher sur une condamnation pénale, une fois l'immunité parlementaire levée. Avant la présidente actuelle du Front national, son père Jean-Marie Le Pen avait vu son immunité levée par le Parlement européen en 1998, pour des propos négationnistes tenus à Munich le 5 décembre 1997 (et condamnés par la justice

allemande en 1999). Les poursuites contre Marine Le Pen concernent son discours du 10 décembre 2010 à Lyon, devant des militants du FN. La future chef du parti compara alors des musulmans qui prieraient dans la rue à une puissance occupante, ce qui n'était que le dernier avatar du concept « immigration-invasion » (fréquemment utilisé par le FN). Du même coup, elle banalisa aussi l'occupation nazie, à travers ces

mots : « Je suis désolée, mais pour ceux qui aiment beaucoup parler de la Seconde Guerre mondiale, s'il s'agit de parler d'occupation, on pourrait en parler, pour le coup... ». Ces propos peuvent constituer deux délits : incitation à la haine raciale et banalisation de crimes contre l'humanité. Dès le 14 décembre 2010, l'association antiraciste MRAP avait déposé une plainte, à la base des poursuites actuelles.
Bertold du Ryon

ARCELORMITTAL La question de la nationalisation reste posée

Lakshmi Mittal ne voulait plus des hauts fourneaux et ils ne redémarreront pas. La filière chaude et ses 650 emplois disparaissent avec le plan « gagnant-gagnant » Ayrault-Hollande / Mittal. Et les centaines d'emplois d'intérimaires, ainsi que le millier d'emplois de la sous-traitance directe ne sont même pas évoqués...

Ayrault entérine les décisions de Mittal

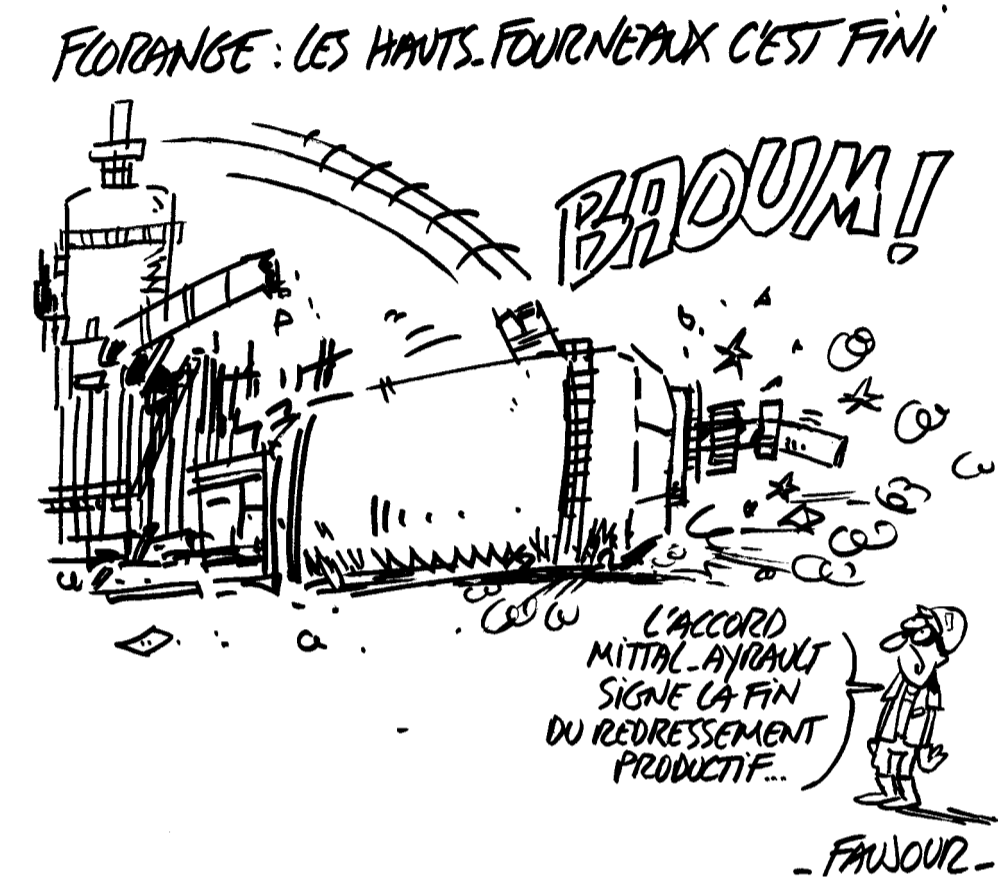
Ayrault se vante : « pas de plan social, pas de licenciements ! ». Mais à l'arrivée, les effectifs ArcelorMittal-Florange auront fondu d'un tiers. Sauvée, la filière froide (aciers spéciaux pour l'automobile et canettes de boissons) ? Rien n'est moins sûr... Mittal Atlantique transfère une partie de son activité vers la Lorraine. Quant à la réalisation du projet Ulcos de capture et stockage de quantités immenses de CO2 dans les profondeurs géologiques, elle s'est un peu plus éloignée. Ne nous en plaignons pas tant Ulcos nous apparaît comme significatif de la fuite en avant dans l'impossible « capitalisme vert » et son délire technologique.

Quand on fait le solde de l'épisode, c'est indéniablement Mittal qui a gagné. FO et la CGT ont très logiquement claqué la porte du Comité central d'entreprise car « il n'y a rien à négocier ! ». La confédération CFDT a jugé l'accord « acceptable » et met ainsi en porte-à-faux ses propres militants sur le terrain.

Appropriation publique sous contrôle

La question qui est maintenant posée en grand, c'est celle de la propriété capitaliste. Elle est devenue centrale : « on ne s'en sortira pas si on leur laisse les manettes, Mittal fait ce qu'il veut, il faut l'exproprier ! » est dans les têtes.

Lors de sa venue à Florange le 11 décembre, Olivier Besancenot a rappelé que la nationalisation ne pouvait être ni temporaire ni partielle, qu'elle ne pouvait faire l'objet d'une indemnisation de Mittal. Il a rappelé également l'impératif démocratique : l'appropriation publique ne peut réussir que si elle se fait sous contrôle des salariés. Une perspective de nationalisation qui donne des idées à bien d'autres salariés que ceux d'ArcelorMittal !



Il y urgence à construire une riposte unitaire. Quand on voit la violence de la réaction du Medef, on mesure mieux que seul un très fort mouvement social pourra imposer l'expropriation. Nos initiatives ont pour but de hâter les convergences

entre les secteurs en lutte contre les plans de casse. Contact est pris localement avec les différentes composantes du Front de gauche et LO pour aider à une initiative en début d'année. **Fernand Beckrich**

RENAULT Un début de mobilisation inégal

Malgré la tenue de 4 réunions de négociation à propos de l'accord de compétitivité qui devrait être signé avant le 31 janvier, la direction de Renault n'a toujours pas dévoilé l'intégralité des mesures qu'elle envisage.

P ourtant, dès le 29 novembre, près de 1 100 travailleurEs avaient déjà débrayé à l'usine de Douai, en réaction au projet d'instaurer la mobilité obligatoire

entre les sites industriels. Dans cette usine où, faute d'activité, 650 des 4 600 travailleurEs de l'effectif sont déjà « détachés » à Maubeuge, Batilly, Flins ou sur d'autres sites, la direction

cherche 450 « volontaires » de plus, qu'elle ne parvient pas à trouver. Suffisant en tout cas pour que les salariéEs de cette usine comprennent l'enjeu de la bagarre, ce qui explique aussi en partie la mobilisation limitée là où cette menace reste peu explicite.

Les raisons de la colère

C'est ce qu'ont montré les journées des 11 et 12 décembre pour lesquelles la CGT avait lancé un appel à la grève dans toutes les usines, avec SUD là où ce syndicat est présent. Si plus de 600 travailleurs ont à nouveau débrayé à Douai et près de 800 à Flins, ils n'ont été que 350 à Cléon, 250 à Sandouville ou une centaine à Mans.

Sur les sites à forte concentration de techniciens, ingénieurs et cadres – comme à Guyancourt ou Lardy, où les arrêts de travail ont été significatifs – le ressort de la mobilisation s'est tout autant trouvé dans l'opposition à la refonte complète du système de rémunération applicable aux cadres dès 2013 pour être étendue aux Etam en 2014. Au cœur du projet, la suppression des augmentations générales de salaire et, à leur place, un système basé sur trois critères d'évolution : le poste

réellement occupé, le réajustement des rémunérations par rapport à ce qui se pratique dans les autres entreprises du CAC 40 et l'individualisation par la mise en œuvre du « management par objectif ». Estimant qu'elle avait besoin de temps pour « expliquer aux salariés le contenu des discussions », la direction a reporté au 9 janvier la réunion prévue le 18 décembre. **Régis Louail**



PHOTOHÉRIQUE ROUGE/MILO

PSA Casseur d'emplois, gouvernement complice

Ces derniers jours, la direction a un peu plus dévoilé ses plans. Ces annonces ne surprennent pas celles et ceux qui tentent de combattre les projets du groupe, mais révèlent un peu plus clairement les choix du gouvernement et posent le problème de la construction de la riposte des salariéEs.

M ardi 11 décembre, la direction de PSA a en effet annoncé aux représentants syndicaux qu'en plus des 8 000 suppressions d'emplois révélées en juillet dernier, elle comptait supprimer 3 214 emplois d'ici la mi-2014, pour passer à 55 900 salariés en France. Une suppression d'un emploi sur six ! « Arnaud Montebourg demandait en juillet de reformater son plan à la baisse. Ils le reformatent à la hausse. C'est un véritable scandale » a déclaré un représentant de la CGT, ce qui n'a pas provoqué le moindre frémissement du ministère du Redressement productif.

Un gouvernement qui aide... PSA

Ce n'est pas le gouvernement Hollande-Ayrault qui va gêner la mise en œuvre du plan des groupes de l'automobile. Ce qui est en cours est une véritable réorganisation de l'appareil de production en Europe, dont le marché est jugé de moins en moins rentable. Après l'annonce de la fermeture de Ford à Genk et des suppressions d'emplois au Royaume-Uni, Opel (filiale de General Motors qui a également des participations dans PSA) a annoncé la fermeture de fait de l'usine de Bochum en Allemagne (3 000 salariés, 10 000 emplois indirects). Par contre cette semaine, à l'agenda de la visite de François Hollande en Algérie, il était prévu de discuter de la possibilité de faciliter les conditions de construction d'une usine Renault à Oran, et pourquoi pas de l'investissement de l'Algérie dans le capital de PSA. Ce que la Tribune avait évoqué la semaine dernière, provoquant au passage un bond de la valeur de l'action PSA en plein recul des valeurs ! On voit donc que pour ce gouvernement, l'enjeu n'est pas de sauver les emplois mais les profits des actionnaires.

L'intervention des salariéEs

Les seulEs à pouvoir mettre des bâtons dans les roues de ce bolide bien lancé, ce sont les salariéEs. Les annonces de PSA ont provoqué une colère légitime mais qui a encore bien du mal à s'exprimer. En manifestant à Poissy mercredi 12 décembre, les travailleurs de PSA Aulnay ont réussi à la faire entendre. Mais seule la CGT avait organisé ce déplacement de quelques centaines de salariéEs. Le lendemain, un débrayage appelé par Sud a aussi empêché la tenue de la réunion du comité d'entreprise d'Aulnay. L'enjeu pour sauver les emplois aujourd'hui à PSA, mais aussi à Renault où la direction concocte une autre forme de réorganisation à travers les accords de compétitivité, c'est la construction d'un rapport de forces pour imposer que les emplois des salariéEs passent avant les profits des actionnaires. C'est un combat qui concerne tous les salariéEs menacés à ArcelorMittal, Pétroplus, Sanofi, et tous les licenciements beaucoup moins médiatisés qui tombent chaque jour. **Correspondante**

IMMIGRÉES VICTIMES DE VIOLENCES Toujours pas de justice !

A yant dû fuir le domicile conjugal, elles se retrouvent privées du droit au séjour et menacées d'expulsion. Comme elles en témoignent dans leur tract pour la manifestation unitaire du 17 novembre pour la régularisation de tous les sans-papiers : « depuis que nous avons osé crier notre révolte en créant ce collectif, nous sommes plus que jamais traquées par la police et n'avons pas droit à une apparition publique sous peine d'être immédiatement reconduites. C'est donc nos camarades qui porteront notre banderole et nos mots d'ordre jusqu'à ce que notre lutte aboutisse avec la solidarité de tous ! »

Dans le contexte actuel de chasse aux immigréEs, elles seront sans doute les oubliées du « plan »

promis par Hollande pour protéger les femmes victimes de maltraitances. Les femmes du collectif ont multiplié les démarches auprès d'élus. Mais elles savent bien que c'est par la lutte solidaire de toutes et tous dans un combat d'ensemble que seront arrachées la régularisation de touTEs et l'égalité des droits. Elles veulent briser le silence complice dans lequel elles et des centaines d'autres sont étouffées. C'est aussi le sens qu'elles donnent à la pétition « Justice pour les femmes immigrées victimes de violences conjugales » qu'elles invitent à signer.

CorrespondantEs NPA 66

femmesenresistance66@gmail.com
Pétition : <http://petitionpublique.fr/PeticiaoVer.aspx?pi=P2012N33278>



Congrès national

LE NPA EN DÉBAT

Dans le cadre de la préparation du deuxième congrès du NPA qui se tiendra du 1^{er} au 3 février 2013, nous ouvrons nos colonnes aux quatre plate-formes électorales qui se sont constituées à l'issue de la première phase de discussion. Le débat continue.

TRIBUNE W Pourquoi « Réappropriation du NPA par toutes et tous » ?

Notre plate-forme est née de la volonté de mener autrement le congrès afin qu'au-delà des enjeux de pouvoir, il soit une échéance démocratique par le bas, à partir des militantEs, des comités, de leurs préoccupations et expériences. Double constat : le NPA ouvert à touTEs les anticapitalistes défini par les principes fondateurs n'est pas encore né ; le NPA, évitant les enjeux politiques de fond (forme d'organisation, rôle, implantation), s'est cristallisé autour de questions électorales.

Cette plate-forme entend repenser à la fois fonctionnement et orientation. C'est l'exigence d'auto-émancipation qui rend la question d'un fonctionnement plus démocratique indissociable de celle d'une intervention réactive sur le terrain du mouvement social et de la lutte des classes.

Un parti inclusif, aux pratiques aussi révolutionnaires que son projet !

Le NPA doit devenir un espace inclusif : un lieu de confiance, d'expérimentation. D'exploration et de politisation de nos colères, qui nous aide à les exprimer, les organiser, les comprendre. Pour cela, il nous faut revoir nos pratiques militantes, les mettre en cohérence avec ce projet révolutionnaire dans un contexte de défiance vis-à-vis des organisations traditionnelles.

Un parti de l'imagination : articuler programme d'urgence et projet de société

Nous devons prendre au sérieux le besoin d'« un nouveau rêve général ». Après l'échec des expériences « socialistes » du XX^e siècle, il est temps de remettre l'imagination au pouvoir, d'esquisser un monde libéré de toutes les formes d'exploitation et de domination. Pour cela nous ne pouvons pas nous limiter à notre programme d'urgence : nous devons oser parler de ce projet de société que nous portons, oser alimenter l'espoir pour alimenter les luttes.

Un parti des luttes, de toutes les luttes

Le projet révolutionnaire ne se dessine qu'au fil de nos confrontations dans les luttes, pas dans les salles de notre parti, à l'aune de textes fétichisés. Il est temps de revenir sur nos activités, notre implantation militante, apprendre des défaites et nous nourrir des expériences victorieuses. Prendre au sérieux le fait que les luttes, comme les oppressions, sont plurielles et multiples, et qu'exploitéEs et oppriméEs se mettent en mouvement aussi diversement.

Ces questions sont intimement liées et nous entendons les porter afin que toutes les militantEs puissent s'en saisir, et en débattre. Nous désirons ainsi relancer une dynamique vitale pour l'avenir de notre projet anticapitaliste.



PHOTO THÉO ROUGE / FRANCK HOUGATTE

TRIBUNE Y De vrais bilans, un parti anticapitaliste et révolutionnaire pour l'intervention dans la lutte de classe

Le congrès doit être un point d'appui pour reconstruire notre parti après son affaiblissement. Pour aider notre classe à prendre le chemin de la contre-offensive face au patronat et au gouvernement et à s'émanciper des rapports d'exploitation, un parti anticapitaliste, qui défend une stratégie révolutionnaire, est plus que jamais nécessaire.

La première étape du congrès montre qu'il y a des points d'accords sur l'analyse de la crise capitaliste, sur l'ampleur des attaques des classes dominantes, sur le danger de l'extrême droite et l'actualité de notre projet socialiste. Mais des désaccords demeurent.

Un vrai bilan est nécessaire, qui ne se contente pas de répéter les principes fondateurs et des formules générales car ne pas analyser nos erreurs et nos faiblesses, c'est risquer de les reproduire. L'erreur fondamentale a été de croire que le NPA était seul à gauche du PS, ce qui l'a empêché de réagir à l'émergence du Front de Gauche. De plus, le NPA a été obsédé depuis sa création par la tactique électorale au détriment de la construction et de l'organisation de l'action militante.

Aujourd'hui encore, notre analyse du FdG reste différente : nous considérons sa politique comme un obstacle à l'émancipation des travailleurs. Nous sommes tous d'accord pour le

front unique pour et dans les luttes mais c'est par celles-ci et contre l'orientation de la direction du Front de Gauche que nous construirons une opposition ouvrière et populaire au gouvernement et au patronat. De plus, poser la question du pouvoir ne peut se faire en aucun cas avec les réformistes antilibéraux dans le cadre commun d'un gouvernement « anti-austérité ».

Nous voulons un parti des travailleurs pour l'intervention dans la lutte des classes, ce qui

nécessite une politique volontariste d'implantation dans les entreprises principalement, mais aussi la jeunesse et les quartiers populaires. Un parti qui prend des initiatives pour les mobilisations, au premier plan les luttes ouvrières, tout en intervenant sur toutes les questions politiques. Un parti où la participation aux élections et, lorsqu'on a des élus, aux institutions, est secondaire, clairement subordonnée à l'intervention dans la lutte. Un parti qui donne à ses membres les moyens de militer, où les directions sont faites pour organiser l'activité et tracer des priorités militantes, où les débats et la formation sont contrôlés par les militantEs. **Antoine Larrache (CE, 75), Armelle Pertus (CE, 92N), Jean-Baptiste Pelé (CE, 92N), Jean-François Cabral (CE, 93), Jean-Philippe Divès (CPN, 75), Marie-Hélène Duverger (CE, 76), Mathilde Eisenberg (CE, 92N)**

TRIBUNE X Plus que jamais, rassembler

Créer les conditions pour rassembler le NPA, et reprendre l'initiative avec l'objectif de redonner sa dynamique à notre projet commun, c'est-à-dire le regroupement des anticapitalistes ; construire un instrument démocratique pour les luttes d'émancipation, pour la transformation révolutionnaire de la société : tels sont les enjeux de ce congrès. Bien des questions (bilan, projet, intervention féministe, fonctionnement) ne justifient pas une plate-forme séparée. Nous soutenons la nécessité d'un vrai débat sur la démocratie interne. Les principes fondateurs, l'idée d'un parti creuset rassemblant des expériences diverses cherchant par le débat démocratique à avancer ensemble définissent les grandes lignes de notre projet commun.

Mais face à l'approfondissement de la crise notamment en Europe, à l'offensive sociale, politique, idéologique des classes dominantes dont le gouvernement se fait l'agent, l'essentiel de nos discussions doit porter sur l'orientation. Comment, ces prochains mois, faire du NPA un outil utile au monde du travail, à la jeunesse pour défendre leurs droits, inverser le rapport de forces, prendre conscience qu'il n'y aura pas de sortie de crise sans leur intervention directe sur le terrain social et politique ?

Nous faisons des propositions dans la continuité des thèmes développés lors de la campagne présidentielle et de l'orientation majoritaire votée à la conférence nationale

de juillet dernier. Cette orientation, c'est celle de l'unité dans les luttes, pour la construction d'une opposition de gauche, dans la perspective d'un gouvernement contre l'austérité, pour les droits des travailleurs et l'annulation de la dette, pour en finir avec le capitalisme. Une telle perspective – unitaire et radicale – ne peut être mise en œuvre que dans la confrontation avec le reste du mouvement ouvrier, pas dans l'isolement.

À ce congrès, nous voulons construire un socle commun rassembleur, autour d'un

texte d'orientation largement partagé portant sur l'analyse des crises, de l'Europe et la situation française. Deux points font l'objet de désaccords suffisamment importants pour nécessiter la constitution d'une plate-forme : concernant la situation politique grecque et l'analyse de Syriza, et surtout sur le contenu que nous donnons ici à la politique de construction d'une opposition de gauche unitaire au social-libéralisme. Ces deux points renvoient à la façon dont les anticapitalistes manient la question du front unique, des revendications transitoires, du gouvernement des travailleurs et de leurs organisations.

Équipe d'animation de la plate-forme X

TRIBUNE Z Soyons enfin à la hauteur de nos tâches : pour un NPA révolutionnaire !

Alors que la crise du capitalisme va entraîner des attaques terribles contre notre classe, il nous faut rompre avec une politique confusionniste qui est en grande partie responsable de la marginalisation de notre parti. Si nous nous réjouissons d'avoir contribué à un certain nombre de clarifications (sur la nature capitaliste antilibérale du Front de gauche, sur l'impasse des solutions keynésiennes à la crise), il faut en tirer toutes les conséquences politiques. C'est pourquoi nous proposons :

– **de construire un NPA ouvertement révolutionnaire**, articulant les revendications (comme l'interdiction des licenciements ou la sortie du nucléaire en 10 ans) à l'objectif assumé du gouvernement des travailleurs et de la société socialiste, afin de ne pas laisser croire qu'il serait possible de les réaliser globalement et durablement dans le cadre du système ;

– **de clarifier la question de « l'unité »** : celle-ci doit être recherchée pour combattre les attaques du patronat et du gouvernement, mais il faut cesser de soutenir des appels qui reprennent les analyses et le programme des réformistes. La formule ambiguë d'« opposition de gauche » confond volontairement les deux niveaux en laissant croire que nous aurions un programme politique commun avec le Front de gauche ;

– **de construire le parti sur les lieux de travail**, notamment dans les secteurs stratégiques du prolétariat, pour y mener un combat politique et prendre des initiatives pour regrouper tous les militants lutte de classe face aux bureaucrates syndicaux ;

– **d'être plus concrètement internationalistes et anti-impérialistes**, en mobilisant contre toutes les manœuvres et interventions de l'État français (au Mali, en Libye ou en Syrie notamment).

Les divergences politiques et les débats existent au sein du parti et il faut en discuter sans tabou. Ce n'est ni en faisant des accords d'appareils au sommet ni en limitant le droit des tendances et fractions qu'on va sortir de la crise. Il faut assurer l'expression de toutes les opinions et mener un vrai débat de fond. Pour que l'ensemble des camarades puissent s'approprier les débats et discuter l'orientation du parti, il faut une véritable politique de formation. Enfin, le CPN doit devenir la véritable direction du parti : le CE et les porte-parole doivent cesser de prendre des décisions et des positions sans contrôle réel de l'organisation.

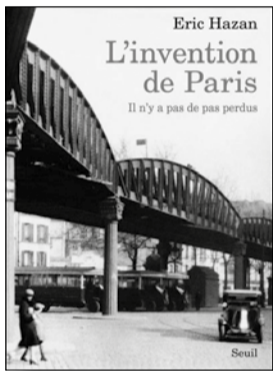
Claude (55), Daniela (93), François (85), Ludvine (75), Ludovic (75), Manu (28), Marie (75), Vincent (68)

POUR BIEN TERMINER L'ANNÉE CULTURELLE...

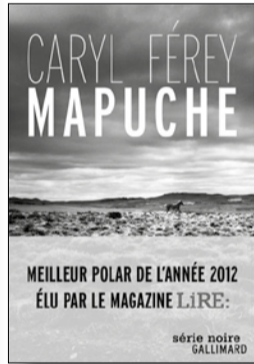


La sélection de la librairie La Brèche

LIVRE
L'INVENTION DE PARIS,
Eric Hazan, Seuil, 45 euros
« Le bain de sang que [le peuple de Paris] vient de prendre était peut-être d'une horrible nécessité pour calmer certaines de ses fièvres. » Emile Zola sur la Commune (eh oui, l'ami du peuple!)... À contre-pied des assassins d'hier et de demain, la connaissance prodigieuse de la ville par Eric Hazan, l'historien-éditeur-militant, nous dévoile l'histoire réelle du vrai Paris, où affleure partout le Paris rouge. Un texte et une iconographie remarquables.



LIVRE
MAPUCHE, Caryl Ferey,
Série noire Gallimard, 19,90 euros
Après la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud, Caryl Ferey réunit en Argentine un duo de combattantEs : une femme descendante du peuple « originaire », les « mapuches » et un homme, fils de « disparuEs » dans les ténèbres de la nuit de la dictature comme 30 000 autres victimes dont les enfants ont été « adoptés » (!!!) par des soutiens du régime. Sur fond de combat des « mères » et « grand-mères » de la Place de Mai, ces deux êtres vont se dresser face à toutes les complicités, haute hiérarchie catholique comprise, pour faire justice.



LIVRE
MIKA, LA CAPITANA,
Elsa Osorio, Métailié, 20 euros
De Berlin où elle fuit tant le nazisme que la politique suicidaire des staliniens, Mika Etchebehere Feldman arrive dès juillet 36 en Espagne... Là, les hommes de sa milice du POUM l'élise, « Capitana », reconnaissant sa maîtrise du militaire, du politique et de l'humain (qualité rare sur le front). Elsa Osorio a tiré de cette vie incroyable un superbe livre taxé, à tort, de roman, qui retrace en fait une vie, une vie pour la Révolution.



BD
MOI RENÉ TARDI, PRISONNIER DE GUERRE AU STALAG II B,
Jacques Tardi, Casterman, 25 euros
René Tardi, père du dessinateur, est prisonnier de guerre au Stalag II B en Allemagne. Entre témoignage et réflexion politique, cette BD rappelle l'enfer de la guerre en s'inscrivant totalement dans la démarche artistique de Tardi, auteur du *Cri du peuple*, *Putain de guerre*...

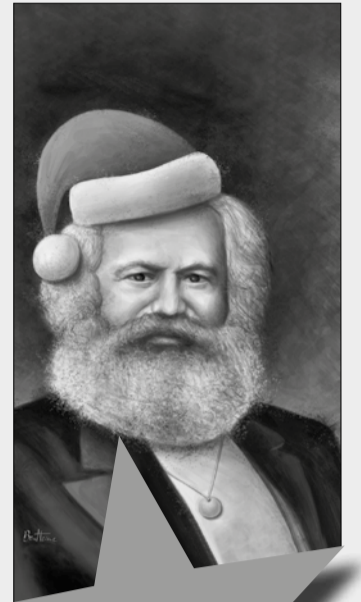


LIVRE POUR ENFANTS
LE GENTIL P'TIT LAPIN,
Eleonore Thuillier, 12,70 euros
Capturé par un méchant loup, le gentil p'tit lapin est obligé de travailler pour celui-ci sous menace d'être mangé. Mais la révolte gronde. Les lapins s'organisent, séquestrent le loup et prennent le contrôle de la production pour faire... des pièges à loup!



DVD
LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE
de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat,

Epicentre Films, 15 euros
Ce film adapté du pamphlet de Serge Halimi dépeint les cadors journalistes comme des « nouveaux chiens de garde » au service de l'ordre établi et de l'idéologie dominante.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

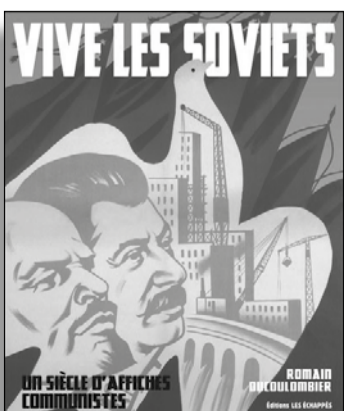
librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43

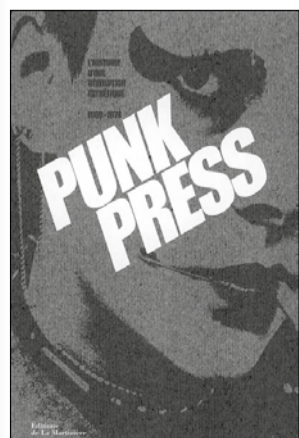


Sous le sapin... ou ailleurs!

LIVRE
VIVE LES SOVIETS,
Romain Ducoulombier & MORT AUX BOLCHOS,
Nicolas Lebourg,
Les échappés éditions, 32 euros chaque
La bataille des idées fut également au XX^e siècle une guerre d'images. Les Bolcheviques firent ainsi de l'agit-prop et de l'iconographie face à leurs adversaires, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Dur de résumer avec des mots ce théâtre des opérations visuelles, comme la surcharge émotionnelle des affiches du PCF contre le « réarmement allemand » ou la sobriété glaçante de celle de la Fédération anarchiste assimilant les jeux Olympiques de Moscou en 1980 à ceux de Berlin en 1936. L'histoire politique peut être si belle et terrifiante à contempler.
King Martov



LIVRE
PUNK PRESS. L'HISTOIRE D'UNE RÉVOLUTION ESTHÉTIQUE 1969-1979,
Vincent Bernière et Mariel Primois, éditions de la Martinière, 35 euros
Le punk ne se résuma pas à un simple mouvement musical, bien qu'évidemment la musique constitua l'épicentre de cette incroyable onde de choc qui secoua le monde occidental au cours des années 70. Ainsi, en réaction aux dérives ridicules des babas cool et d'un rock s'auto-parodiant dans son gigantisme commercial, des groupes se mirent à reprendre le flambeau subversif et transgressif des débuts. Quand arrivèrent les années 80, le Punk avait déjà changé la face de la culture populaire.
K. M.



LIVRE
ÉLOGE DE L'OMBRE, Junichiro Tanizaki, Verdier, 16 euros
Écrit en 1933 et livre culte depuis cette date, *l'Éloge de l'Ombre* gagne chaque jour en actualité dans une société de paillettes. Mettant en parallèle les civilisations japonaise et occidentale, Tanizaki montre comment la lumière trop brillante de l'Occident écrase et met tout au même niveau alors que l'obscurité et la lueur diffuse appréciées des Japonais mettent en valeur les détails éclairés, apportent la sérénité et tiennent tous les sens en éveil. Ce texte peut être lu et relu, il a même été dit au théâtre. Il faut le lire éclairé par une toute petite lampe et l'offrir. Ne pas oublier de lire *Quatre sœurs* écrit à peu près à la même époque qui nous en dit autant que les livres d'histoire sur le pourquoi du Japon d'aujourd'hui...
Catherine Segala



CD
« ONE TO TEN » Nova Classics (Nova records), coffret 10 CD
Les « Nova Classics » illustrent à la perfection le besoin de partager un patrimoine légèrement plus étendu que la francophonie, de KRS One à Fela, de Tom Tom Club à Tindersticks, avec en bonus quelques raretés envoûtantes comme cette version semi acoustique du funk élégiaque « risin' to the top » de Keni Burke. Ce coffret rassemble ainsi les dix premiers volumes, 145 occasions de tester ou d'étendre sa culture musicale.
K. M.



CD
« CELEBRATION DAY »
Led Zeppelin (Rhino records), double CD et DVD
Le 10 décembre 2007, Led Zep se reformait au grand complet ou presque (le batteur John Bonham décédé en 1980 étant remplacé par son fils talentueux). Le concert était donné en hommage à leur producteur décédé (Ahmed Ertegun). Tout le monde attendait par la suite une

tournee triomphale planétaire, mais il n'y eut que ce concert unique à l'O2 Arena de Londres devant 20 000 personnes tirées au sort (sur 20 000 000 postulantEs...). Des tas de CD et DVD pirates ont circulé depuis cinq ans avec un son très limite, mais là il s'agit

bien de l'intégrale officielle du concert. En plus de Jimmy Page, Robert Plant, J.Paul Jones et Boham fils, il y avait Keith Emerson aux claviers (The Nice, E.L.P.), Chris Squire et Alan White de Yes, le chanteur Paul Rodgers de Free, le guitariste Mick Jones de Foreigners et les cuivres de la formation de Bill Wyman (ex Rolling Stones). Le concert du XXI^e siècle ?
Assurément !
Sylvain Chardon



S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte
Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
CODE ÉTABLISSEMENT : CODE GUICHET :
N° DE COMPTE :
CLÉ RIB : Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte
Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/>	28 €	<input type="checkbox"/>	1 an	56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	22 €	<input type="checkbox"/>	1 an	44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	50 €	<input type="checkbox"/>	1 an	100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/>	20 €	<input type="checkbox"/>	1 an	40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	38 €	<input type="checkbox"/>	1 an	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

DEPARDIEU ET LES IMPÔTS

Vous avez dit « minable » ?

« **A**ssez minable » selon le Premier ministre, le départ de Gérard Depardieu pour Néchin, village belge situé à la frontière avec la France. Il va y retrouver quelques grandes fortunes comme la famille Mulliez, propriétaire de Auchan. « Tout cela pour ne pas payer d'impôt, pour ne pas en payer assez » insiste Ayrault. « Quand j'entends les niveaux de rémunération des dirigeants du CAC 40, je me dis qu'on a bien fait d'augmenter la fiscalité pour les hauts revenus (...). Parce qu'on a besoin de solidarité dans notre pays. »

Que Depardieu, soutien de Sarkozy, n'attire pas la sympathie, c'est évident. Mais l'indignation feinte de cette déclaration faite à l'issue de la conférence nationale sur la pauvreté est pour le moins hypocrite. Non seulement ce gouvernement ne s'attaque pas aux grandes fortunes, mais il est tout entier dévoué à leur cause. Il vient de leur faire cadeau de 20 milliards alors qu'il augmente les impôts pour le plus grand nombre et en particulier les taxes qui frappent les plus pauvres. Les frasques indécentes des riches soulèvent un coin du voile sur les scandaleuses fortunes accumulées par une minorité. Au moment même où Depardieu s'exile dans les champs de betterave, il vend sa propriété parisienne : « Propriété de 1 800 m² habitables comprenant l'hôtel de Chambon construit au XIX^e siècle, inscrit aux Monuments historiques, agrémentée d'un jardin et de terrasses. De l'autre côté du jardin, un second bâtiment de type loft, éclairé par un puits de lumière, superbe pièce d'architecture et de design (...) Ascenseur, balcon, piscine, cuisine équipée ». Le tout pour quelque 50 millions d'euros !

Pour échapper au fisc, Depardieu se dit citoyen du monde, celui du fric et de la richesse mondialisée...

Yvan Lemaitre



HÔPITAUX DE PARIS

Des cadres en lutte

Avec la mise en œuvre de la loi HPST en 2008, supprimant notamment 500 postes de cadres à l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, ceux-ci sont tenus de contenir des équipes malmenées par des conditions de travail qui se dégradent. À la sortie d'une AG, le 6 décembre, soutenus par l'intersyndicale, une centaine de cadres ont donc décidé d'occuper la direction d'un hôpital parisien.

Quelques jours plus tard, le mercredi 12, plus de 400 personnes sont en grève pour soutenir l'ouverture de négociations sur les conditions de travail et le paiement de toutes les heures de travail effectuées. Pour elles, burn-out, maltraitance, perte de sens, souffrance éthique, manque de personnels soignants ne permettent plus de garantir la sécurité des malades. Le quotidien de tous les personnels hospitaliers, exprimé ici par les cadres. Alors pourquoi ne pas l'exprimer toutes ensemble ?

Par ailleurs, le non-respect d'un protocole devant entrer en vigueur le 1^{er} juillet dernier, instituant notamment une nouvelle grille indiciaire, n'est pas étranger à la colère des cadres qui se sont à nouveau retrouvés ce mardi 18, en grève et dans la rue, au ministère de la Santé, pour exiger la rétroactivité du décret dont la parution est sans cesse remise.

Le ministère continuant à tergiverser, la mobilisation continue. Rendez-vous en janvier !

Correspondant

SOUSCRIPTION 2012 DERNIÈRE LIGNE DROITE!

Vous avez déjà lu plusieurs articles consacrés à la souscription ces dernières semaines? Vous êtes plus Florange que « pigeon »? Vous avez déjà été sollicités par l'unE de nos camarades, amiE, proche ou collègue par ailleurs? Un carton de souscription se consume de solitude sur votre bureau depuis quelques semaines? Vous refusez la politique clairement libérale et faussement sociale de François Hollande? Vous avez déjà prévu de revendre les cadeaux d'un aïeul peu perspicace? Vous en avez marre des promesses non tenues, des reculades, des attermoissements, des compromissions, du suivisme, des silences coupables et des attaques du gouvernement? Le treizième mois est en approche terrestre? Vous considérez que le NPA est utile au mouvement social et à la défense de notre camp social? Vous avez décidé de ne plus payer la redevance audiovisuelle? Vous avez trouvé un billet de 500 euros par terre? En voyage en Égypte, vous seriez place Tahrir et pas au pied des pyramides? Vous luttez dans votre boîte et vous en avez marre des journées d'action sans lendemain? Vous condamnez la lâcheté (au mieux), voire la complicité de toutes les grandes puissances impérialistes dans la boucherie syrienne, alors qu'un authentique mouvement populaire lutte héroïquement depuis plus de 18 mois? Vous avez gagné « la valise » de RTL? Vous êtes révoltés par le sort réservé au peuple grec? Pour vous, l'égalité des droits sociaux et politiques pour touTEs n'est pas un agrément moral? Le silence médiatique sur la grève de la faim de 125 sans-papiers à Lille vous révolte? Vous êtes plus Mediapart que Jean-Pierre Pernaut? Le nucléaire est à vos yeux une énergie dangereuse dont il faut sortir au plus vite? Vous êtes un généreux donateur du Trésor public? Le sort des Roms vous donne des frissons et vous affecte d'un arrière-goût « années 30 »? Pour vous, seule une opposition de gauche représente une alternative, tant au PS qu'à la droite et à l'extrême droite qui se préparent en coulisse?

ALORS FAITES UN DON AU NPA, MAINTENANT!

La souscription permet une déduction fiscale des deux

tiers du montant versé : Vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'État vous en déduira 2 sur vos impôts !

Deux moyens de paiement :

Le chèque et la carte bleue (<http://www.npa2009.org/souscription>)

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :

Npa souscription 2012 - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Un seul ordre pour vos chèques :

Npa souscription

Une seule limite de datation et d'envoi :

Avant le 31 décembre 2012 à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

Précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

Précisez à qui imputer le don

Une seule adresse pour vos questions :

Souscription@npa2009.Org

Sans-papiers de Lille 50^e jour de grève de la faim

Plusieurs centaines de personnes ont à nouveau manifesté à Lille samedi 15 décembre pour soutenir les sans-papiers en grève de la faim depuis le 2 novembre. Le préfet pensait disloquer le mouvement en dispersant les grévistes aux quatre coins de la région. Raté ! Une détermination sans faille des grévistes de la faim, alliée à une solidarité croissante, a contraint le préfet à entamer le dialogue avec le Comité des sans-papiers du Nord (CSP 59).

Après cinq ans d'ostracisme sarkozyste, les sans-papiers attendaient l'élection de Hollande, réclamant leur réintégration aux réunions mensuelles d'étude de dossiers en préfecture. Depuis, ils ont certes été reçus en préfecture, mais pour s'entendre dire que le CSP 59 n'était toujours pas un interlocuteur reconnu... Les sans-papiers ont donc voté la grève de la faim et se sont regroupés dans un temple protestant. Expulsés le 4 décembre, ils ont été dispersés dans une quinzaine d'hôpitaux de la région puis, selon les situations locales, transférés en centre d'hébergement pour sans-abris ou jetés à la rue. Ici, ils ont été accueillis dans un local syndical, ailleurs dans une salle municipale, ou sont revenus à Lille demander chaque soir à passer la nuit aux urgences d'où ils sont évacués chaque matin. Plusieurs grévistes ont été arrêtés et deux envoyés en centre de rétention. Non content de poursuivre la politique de ses prédécesseurs, Valls



tente également de reproduire leurs méthodes, mais les files d'attente de sans-papiers dans toutes les préfectures de France semblent freiner ses ardeurs. La mobilisation des sans-papiers et de leurs soutiens a pour l'instant obligé le préfet à coupler répression et ouverture. Une première réunion a permis le dépôt de 147 dossiers. Une nouvelle rencontre était prévue ce mercredi 19 décembre au 50^e jour de grève de la faim. Une lettre ouverte signée par un large regroupement de forces associatives, syndicales et politiques appuie les revendications des sans-papiers. Une nouvelle manifestation est d'ores et déjà prévue ce samedi 22 décembre.

Jan Pauwels



Le prochain numéro de Tout est à nous! sortira le 3 janvier 2013

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®